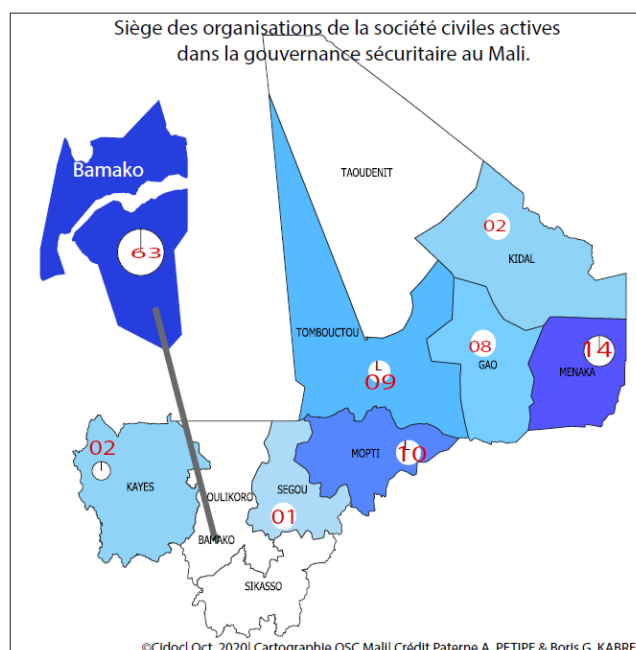




CARTOGRAPHIE ET EVALUATION DES CAPACITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC) ACTIVES SUR LES QUESTIONS DE PARTICIPATION CITOYENNE A LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Rapport final



Etude commanditée par le Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (Cidoc) <http://centrecitoyen.org/> dans le cadre du projet « Capitalisation et de partage d'expérience et de bonnes pratiques entre les organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité », financé par le National Endowment for Democracy (NED).

Réalisée par :

M. Patern Aimé PETIPE
+223 83 11 70 34
paterneapetipe@gmail.com

&

M. Boris Ghislain KABRE
+223 62 86 65 76
kabregb@yahoo.fr

Octobre 2020

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS	4
INTRODUCTION.....	8
OBJECTIF DE L'ETUDE.....	8
METHODOLOGIE.....	8
Précision de la cible de l'étude.....	8
Conception et validation des outils.....	9
Collecte des données.....	9
Analyse des données – évaluation des OSC identifiées.....	10
Atelier de restitution.....	10
RESULTATS DE L'ETUDE.....	10
Rappel du cadre juridique des OSC au Mali.....	11
Présentation générale de la cartographie des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali.....	12
Aperçu des partenaires techniques et financiers des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali.....	19
Description des principales OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali.....	20
Besoins en renforcement des capacités.....	33
CONCLUSION.....	35
Principales recommandations.....	36
BIBLIOGRAPHIE.....	38
ANNEXE 1 : CLASSIFICATION DES OSC EN FONCTION DE LEUR NIVEAU D'IMPLICATION DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE ET DE LEUR TAILLE.....	1
ANNEXE 2 : LISTE DES OSC RECENSEES PAR LE MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE.....	1
ANNEXE 3 : IDENTIFICATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC) IMPLIQUEES DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SECURITE AU MALI.....	4
ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE DE PROFILAGE DES OSC IMPLIQUEES DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SECURITE AU MALI.....	5
ANNEXE 5 : BASE DE DONNEES DE LA CATOGRAPHIE ET MATRICE D'EVALUATION	10

REMERCIEMENTS

Cette étude a été réalisée grâce au financement du National Endowment for Democracy dans le cadre du projet « Capitalisation et de partage d'expérience et de bonnes pratiques entre les organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité » exécuté par le Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (Cidoc)

La collecte des données a été effectuée sur le terrain par les personnes suivantes :

- Mme Sokhona DIAWARA ;
- Mme Aissata BOCOUM ;
- M. Ismaëla TRAORE ;
- M. Amara DAGNOKO ;
- M. Djibrila MAIGA ;
- M. Sabane KHALIFA ;
- M. Moussa Ag AHIMIDOU ; et
- M. Brehima BARRY.

Les cartes ont été générées avec l'expertise de M. Moussa COULIBAY.

De nombreuses personnes ont facilité l'accès aux OSC, à l'administration et aux PTF pour la collecte des données.

Que toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail trouvent ici l'expression de notre sincère gratitude.

ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

A2G :	ONG GROUPE GOURMA
AAM :	Association Arkawal Menaka
ACCS Sahel :	Action Concertation Concession et Stabilisation au Sahel
ACFPASS :	Association Communautaire Pour la Facilitation et la Promotion de l'Accès aux Services Sociaux de Base
ACM :	Association Ma Commune & Moi
AD :	Association d'Appui aux Actions de Développement Rural
ADED :	Association pour un Développement Durable
AFAR :	Action pour la Formation et l'Autopromotion Rurale
AFIP :	Association des Femmes pour les Initiatives de paix
AFLED :	Association Femme Leadership et Développement Durable
AFUDL :	Association des Frères Unis pour le Développement Local
AFVPCM :	Association des Femmes Veuves de la Plateforme dans la Commune de Ménaka
AGEDD :	Agence pour la Gestion de l'Environnement et du Développement Durable
AJCAD :	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie au Mali
AJCEM :	Association des Jeunes Chrétiens Evangéliques au Mali
AJCET :	Association des Jeunes contre l'Enrôlement dans le Terrorisme
AJIKRT :	Association des Jeunes Imouchagh et Kalassouk
AJSDC IV :	Association des Jeunes Soleils pour le Développement de la Commune IV
AJTS :	Association de jeunes Touarèg et sympathisant pour la paix
ALGO :	Allô gouvernance
AMAPROD Sahel :	Association Malienne pour la Promotion du sahel
AMDT :	Association Musow Démé Ton
AMJAP :	Association Mouvement Jeune-Action-Plus Menaka
AMPRODE/SAHEL :	Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel
AMSS :	Association Malienne Pour la Survie au Sahel
APJL :	Association pour la promotion de la jeunesse et du leadership-Mali
APPF- Mali :	Association pour la Protection et la Promotion de la Famille
APPUPS :	Association des Prédicateurs pour la Préservation de l'Unité et de la Paix Sociale
ARGA-MALI :	Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique
ASD :	ASSOCIATION SAHEL DEFIS
ASG :	Association Subaahi Gumo

AUCJM : Association pour l'Union et la Cohésion des Jeunes de Ménaka

AWS : Association Wulaba Sahel ' Les Ecosystèmes du Sahel »

CADH : Consortium Action Droits Humains

CAFO : Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali

CapDH : Centre d'Assistance et de Promotion des Droits Humains

CARD: Carrefour Développement

CCS : Conseils Communaux de Sécurité

CIDM : Cabinet Initiative pour le Développement de Ménaka

Cidoc : Centre d'Information et de Documentation Citoyenne

CJCAB : Coordination des Jeunes Catholiques de l'Archidiocèse de Bamako

CJF : La case des jeunes filles Ménaka

CNDDR : Commission Nationale pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration

CNJ : Conseil National de la Jeunesse

CNLCPAL : Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération des Armes Légères

CNRSS : Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité

COCEM : La Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali

COFEM : Collectif des Femmes du Mali

CONASCIPAL : Coalition Nationale des Organisations de la Société civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères

COSCLCCP : Coalition des Organisations de la Société civile pour la Lutte contre la Corruption et la Pauvreté au Mali

CPHDA : Centre pour la Promotion des Droits l'Homme et du Développement en Afrique

CP-IS: Centre Panafricain Initiative pour le Sahel

GRADE : Cabinet de Recherche Actions pour le Développement Endogène

Cram-Cram Mali : Comité de Restauration et Action Multidimensionnel pour la paix

CVJR : Commission Justice Vérité et Réconciliation

D101 : Association Démocratie101

DDR : Désarmement, Démobilisation et Réintégration

EMP-ABB : Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye de Bamako

EUCAP Sahel Mali : Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes

EUTM : Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali

EWA : Elite West Africa

FAMOC : Fonds d'Appui aux Moteurs du changement

FDS : Force de Défense et de sécurité

FENACOF : Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali

G5 Sahel : Groupe des cinq pays du Sahel

GARDL : Groupe Action recherche pour le Développement Local

GCERF : Global Community Engagement and Resilience Fund/Fonds Mondial pour l'engagement de la Communauté et la résilience

GRAPADEL : Groupe de Réflexion et d'Actions Patriotiques pour le Développement Local

GRAT : Groupe de Recherches et d'Applications Techniques

GRDR : Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural

GREFFA : Groupe de Recherche, d'Etude, de Formation Femme-Action

IMADEL : Initiative Malienne pour le Développement Local

IMRAP : Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix

IRI : Institut Républicain International

MAIN : Mécanismes d'analyses des informations intégrées

MINUSMA : Mission Multidimensionnelle des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali

MJAP : Mouvement Jeunes Action Plus

MJP : Mali Justice Project

MNFSPU : Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et l'Unité

MRC : Mouvements de Résistance Civile de Gao

NED : National Endowment for Democracy

NOHO : ONG Nouveaux Horizons

ODI Sahel : Organisation pour un Développement Intégré au Sahel

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ORFED : Organisation pour la Réflexion, la Formation et l'Education à la Démocratie et au Développement

OSC : Organisation de la Société Civile

Oxfam : Oxford Committee for Famine Relief

PINNAL : Association des jeunes pour Assainissement de l'Environnement, la Citoyenneté et la Protections des Enfants

PJC : Collectif Plus Jamais Ca

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RECOTRADE : Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement

REJEFPO : Réseau des Jeunes Femmes Leaders du Mali

RENADJEF : Réseau National pour le Développement des Jeunes Filles et Femmes du Mali

RENEDEP : Réseau National pour l'Eveil Démocratique et Patriotique

REPSFECO_MALI : Réseau Paix et Sécurité des Femmes au Mali

RJDH : Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme

RSS : Réforme du Secteur de la Sécurité

SAGOLEPS : Sahélienne pour la Gouvernance Légitime, la Paix et la Sécurité

SAP : ASSOCIATION ALHER « LA PAIX »

SCG : Strategic Capacity Group

SEAD : Sahel Etudes Actions pour le Développement

TRIEUD-MALI : Tribune Jeunes pour le Droit au Mali

UAVES : Union pour un Avenir Ecologique et Solidaire

UCADDDD : Union des Associations et Coordinations d'Association pour le
Développement et la Défense des Droits des Démunis

UJATDT : Union de la Jeunesse Alansar de Tombouctou pour le Développement de son
Terroir

UNODC : Office des Nations Unies contre les drogues et le crime

USAID : Agence Américaine pour le Développement International

WANEP MALI : Réseau Ouest-africain pour l'Edification de la Paix

WiLDAF/FeDDAF : Women in Law and Development in Africa Femmes/Femmes, Droit et
Développement en Afrique

INTRODUCTION

Le Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (Cidoc) est une association de droit burkinabè créée en 2003. Sa mission est de contribuer au développement de capacités durables pour un engagement effectif et significatif des citoyens dans la gestion des affaires de leur communauté.

Le Cidoc met en œuvre un projet intitulé « Capitalisation et de partage d'expérience et de bonnes pratiques entre les organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité ». Le projet est financé par le National Endowment for Democracy (NED).

C'est dans ce cadre que trois consultants ont été recrutés pour conduire une cartographie des organisations de la société civile actives sur les questions de participation citoyenne dans la gouvernance sécuritaire dans les trois pays du Liptako-Gourma (Burkina-Faso, Mali, Niger).

Le présent rapport rend compte du déroulement et des résultats de cette étude de cartographie au Mali. Il rappelle les objectifs de l'étude, la méthodologie de mise en œuvre et les résultats obtenus.

OBJECTIF DE L'ETUDE

L'objectif de cette étude était de réaliser une cartographie des OSC qui travaillent sur les questions de gouvernance sécuritaire au Mali, y compris la réforme du secteur de la sécurité. Il s'agissait spécifiquement de recenser les OSC cibles et de les évaluer dans une perspective de renforcement de capacités en vue d'un impact plus important de leurs interventions dans le Liptako-Gourma.

Sans en être le focus, la mission devait permettre accessoirement de donner un aperçu des institutions nationales et internationales qui apportent leur soutien aux OSC du secteur de la gouvernance de la sécurité ou s'appuient sur ces dernières dans la conduite de leurs missions.

METHODOLOGIE

L'étude a été mise en œuvre au Mali du 05 au 29 octobre 2020. La méthodologie a consisté à préciser la cible de l'étude, à développer et valider les outils, à collecter et à analyser les données. Un atelier de restitution a permis de présenter les résultats à différentes parties prenantes pour validation.

Précision de la cible de l'étude

L'approche méthodologique a conduit dans un premier temps à clarifier la cible, en précisant quelles étaient les organisations spécifiquement recherchées. Dans une approche concertée avec le commanditaire, les efforts se sont focalisés sur les OSC du Mali dont l'essentiel des activités portent substantivement sur les questions sécuritaires et visent notamment à :

- Contrôler l'action des acteurs publics et privés du domaine de la sécurité ;
- Faciliter et améliorer l'accès des populations à la sécurité ;
- Améliorer la qualité et l'accessibilité de l'administration judiciaire, carcérale et pénitentiaire
- Faire de la sensibilisation, des formations ou du plaidoyer pour relever le niveau de participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité ;

- Faire du monitoring, des études et des évaluations des politiques publiques, programmes et projets relevant du secteur de la sécurité, notamment des questions de violation des droits humains ;
- Améliorer la collaboration entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et la population ;
- Renforcer les capacités des composantes spécifiques du secteur de la sécurité, telles que la défense, la police, la sécurité et la gestion des frontières, le système judiciaire, etc.

La mission s'est donc intéressée principalement aux OSC qui travaillent avec les FDS maliennes, la Force conjointe du G5 Sahel, la Force Barkhane, la Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM), la Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes (EUCAP Sahel Mali), avec les autorités judiciaires, l'administration pénitentiaire, les institutions parlementaires, le Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS), La Commission Justice Vérité et Réconciliation (CVJR), le Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité, la Commission Nationale pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (CNDDR), la Commission d'Intégration, la MINUSMA, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) , etc.

Conception et validation des outils

Après la délimitation de la cible, les outils de l'étude ont été conçus, testés et validés. Il s'agissait notamment de :

- Une fiche d'identification des OSC ;
- Un questionnaire de profilage de chaque OSC identifiée ; et
- Une matrice d'évaluation tenant également lieu de base de données des OSC recensées.

Ces outils figurent en annexe de ce rapport.

Collecte des données

La collecte des données a concerné l'identification des OSC d'une part, et la collecte des données devant permettre leur évaluation, d'autre part. Initialement planifiées en deux phases séquentielles, l'identification et la collecte des données d'évaluation ont finalement été réalisées de façon concomitante pour tenir compte des délais de réalisation de l'étude, mais surtout pour mieux prendre en compte l'approche boule-de-neige qui a permis d'identifier certaines OSC à travers d'autres.

La fiche d'identification des OSC a été le principal instrument de ciblage des organisations recherchées. Cet outil simple et facile à renseigner a été largement diffusé aux acteurs de la société civile, des ONG internationales présentes au Mali et des FDS. Il a permis à chaque répondant de citer les OSC connues en matière de gouvernance sécuritaire et à fournir les contacts de personnes responsables. Suivant une approche boule-de-neige, l'identification s'est poursuivie auprès des OSC déjà touchées par l'étude. L'identification s'est également faite à travers la recherche documentaire, notamment à travers les publications disponibles sur internet ainsi que les sites internet de certaines OSC. Deux plateformes en ligne ont été particulièrement utiles dans ce cadre. La première et la plus pertinente est le Peace Insight

de Peace Direct¹ qui répertorie les OSC maliennes actives dans le domaine de la paix et de la sécurité. La seconde est une initiative de West Africa Civil Society Institute (WACSI) qui construit un répertoire des OSC de l'Afrique de l'ouest². La cartographie des acteurs humanitaires au Mali³ a été également utilisée pour l'identification des OSC. Les autres points d'entrée ont été les partenaires techniques et financiers (PTF), les FDS et les différentes commissions et institutions gouvernementales qui travaillent avec les OSC sur les questions de paix et de sécurité.

La collecte des données pour l'évaluation s'est faite sur la base d'un questionnaire. Initialement intitulé questionnaire d'évaluation, il a été renommé après test pour être désigné "questionnaire de profilage des OSC". L'idée d'élaboration de profil semblait plus attrayante pour les OSC que celle d'une évaluation. Les variables sont néanmoins restées les mêmes et pertinentes pour atteindre les besoins d'évaluation, dans une perspective de renforcement de capacités. Le questionnaire a été largement diffusé par email et WhatsApp. Généralement il y a eu peu de réticence des OSC à fournir les informations recherchées.

La collecte des données a mobilisé une équipe de 09 agents, dont 04 à Bamako, et respectivement 1 à Menaka, Gao, Tombouctou, Kayes et Mopti.

Analyse des données – évaluation des OSC identifiées

Les données collectées ont été répliquées dans la matrice d'évaluation, en vérifiant leur exactitude et en les enrichissant par des avis de personnes ressources et des informations complémentaires tirées des sites internet et des pages Facebook des différentes OSC identifiées. L'analyse des données a permis de préciser les forces, défis et faiblesses, ainsi que les besoins en renforcement de capacité des OSC.

Atelier de restitution

Un atelier de restitution organisé conjointement par le Cidoc et le Centre d'Analyse et de Recherche de l'Espace Sahélo-Saharien a permis aux consultants de présenter les résultats de l'étude aux différentes parties prenantes. Au total 46 personnes ont pris part à l'atelier parmi lesquels, les représentants du ministère de la sécurité et la protection Civile, du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, les représentants de collectivités (gouvernorat du District de Bamako), des représentations diplomatiques et consulaires (Ambassades du Burkina et du Niger), des partenaires techniques et financiers comme DCAF, EUCAP-Sahel, CECL, les représentants des organisations de la société civile (OSC) qui ont pris part à l'étude et aussi les représentants des leaders communautaires et religieux tel que le Haut Conseil Islamique, et l'Eglise catholique. Les suggestions et recommandations formulées au cours de cet atelier ont été prises en compte dans le présent rapport.

RESULTATS DE L'ETUDE

¹ <https://www.peaceinsight.org/conflicts/mali/>

² <http://csowestafrica.org/en-US/Home?country=Mali>

³ Elle est produite par OCHA. La version de novembre 2019 a été exploitée pour l'identification des OSC actives sur le terrain. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MLI_VIZ_3W-Communes_20191130_vf--PDF.pdf

Les résultats de l'étude couvrent un rappel du cadre juridique des OSC au Mali, une présentation générale de la cartographie des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali, un aperçu des partenaires techniques et financiers des OSC au Mali, la présentation des principales OSC identifiées et un résumé des besoins en renforcement des capacités identifiés.

Rappel du cadre juridique des OSC au Mali

La définition du concept d'organisation de la société civile au Mali peut couvrir une vaste réalité et différentes sorte d'organisations. Sur la base des libertés garanties par la [constitution du Mali](#), notamment la liberté d'association, la liberté d'entreprendre et la liberté syndicale, plusieurs lois permettent la création de divers types d'organisations pouvant se réclamer de la société civile. Il s'agit notamment de:

- la loi N° 04 – 038 du 5 août 2004 relative aux associations;
- la Loi N° 01-076 du 18 juillet 2001 régissant les coopératives et l'Acte uniforme OHADA du 15 décembre 2015 relatif au droit des sociétés coopératives;
- les textes et conventions relatifs aux ONG, syndicats et mutuelles.

Selon Amadou MALLET du Forum des Organisations de la Société Civile, les OSC ont pu ainsi être définies comme "l'ensemble des institutions (associations, organisations, alliances, syndicats, etc.) à but non lucratif et librement constituées, indépendantes du politique et de l'administration publique et dont le but n'est pas la conquête ou l'exercice du pouvoir politique"⁴. Il s'agirait en ce sens de toute organisation distincte d'institutions étatiques, qui participe à la définition des politiques publiques de développement et exerce un contrôle sur leur mise en œuvre. Cette définition du concept d'OSC couvre cependant un large éventail d'organisations car elle se focalise sur leur caractère non lucratif et apolitique.

Une seconde perspective basée sur le niveau d'engagement et d'implication dans un processus de changement qualitatif de la gouvernance et des politiques publiques permet de restreindre la qualité d'OSC aux organisations de citoyens engagés représentant la population en général ou d'un groupe social en particulier, assurant un rôle de proposition et de veille sur la qualité des politiques publiques, la qualité de la gouvernance publique et celle du processus de création et de répartition des ressources.

Cette seconde approche reflète mieux l'objectif poursuivi par la présente étude. Elle permet d'appréhender les OSC actives dans la gouvernance du secteur de la sécurité comme les organisations n'ayant pas un caractère public ou économique, et qui exercent un rôle de proposition, de plaidoyer, de veille et de contrôle des prestataires de service de sécurité.

Il est ressorti de l'identification des OSC cibles que celles-ci sont dans une grande majorité constituées d'association régies par la loi du 05 août 2004 et relevant du ministère en charge de l'administration territoriale qui constitue leur tutelle administrative.

La loi N° 04 – 038 du 5 août 2004 consacre la liberté d'association au Mali mais soumet la jouissance de la personnalité morale à des conditions qu'elle édicte à son article 6, qui dispose

⁴ MALLET, A. « *Etat des lieux des organisations de la société civile au Mali : dynamique, défis et champs d'implications* » dans *Pouvoir Politique – Société Civile : Complémentarité, subsidiarité ou tremplin?*, Rapport final de Conférence, WAGNER, C. & BERTHE, Y., Konrad Adenauer Stiftung, 2017, p. 7., https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=5197b2c8-baf3-a463-7dfb-cd41b2659c02&groupId=252038

que toute association qui voudra obtenir la capacité juridique devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs par une déclaration préalable faite auprès du représentant de l'Etat dans le District de Bamako ou dans le Cercle dans le ressort duquel est situé le siège social. Toutefois, les associations à caractère politique, humanitaire et les associations étrangères déposent leurs dossiers de déclaration auprès du Ministre chargé de l'administration territoriale. La déclaration à l'Autorité donne droit à un récépissé que les premiers responsables doivent insérer au Journal Officiel, dans un délai de trois mois, pour satisfaire aux conditions de publicité. Les articles 3 et 6 établissent une distinction entre les associations formelles et les associations informelles.

Après la déclaration publique, l'association peut au bout de trois ans d'activités et dans les conditions définies par la loi, signer un accord-cadre avec l'Etat. Elle peut également, après 5 ans d'existence, demander une reconnaissance d'utilité publique auprès du Ministre chargé de l'administration territoriale. Ce dernier tient un répertoire annuel des associations ayant signé un accord cadre⁵.

Présentation générale de la cartographie des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali

Selon une estimation rapportée par la Fondation Konrad Adenauer, il existerait plus de 40,000 associations officiellement constituées au Mali⁶, au rythme d'une moyenne de plus de 1000 nouvelles associations créées chaque année⁷. La création d'associations au niveau du district de Bamako et des Cercles rend difficile la mise en place d'un fichier national des OSC. L'étude a permis d'avoir accès à des listes partielles. La présente cartographie se présente elle-même de ce point de vue comme une contribution vers la mise en place d'un fichier global.

Dans ce contexte, il est également important de signaler que cette étude ne peut prétendre fournir de la cartographie exhaustive des OSC actives dans la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali. Cependant, l'approche boule-de-neige et la technique de la triangulation ont permis néanmoins de s'assurer que les organisations répertoriées sont pleinement représentatives de la cible recherchée. Le processus d'identification a permis de recenser 108 OSC actives sur les questions de gouvernance sécuritaire au Mali.

Localisation et zones d'intervention des OSC du secteur de la sécurité au Mali

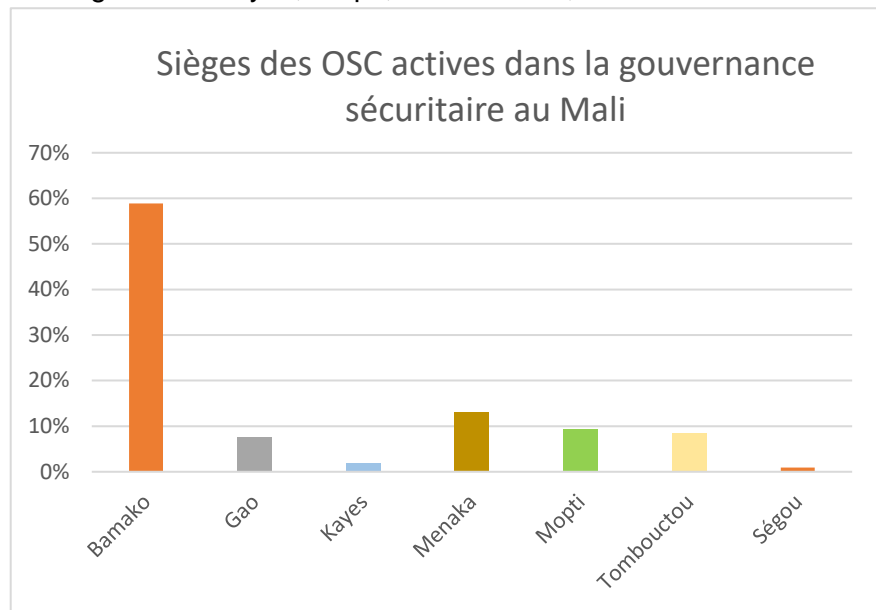
⁵ La dernière version disponible date cependant de 2013

http://www.matcl.gov.ml/sites/default/files/public/REPertoire_ONG_2013.pdf

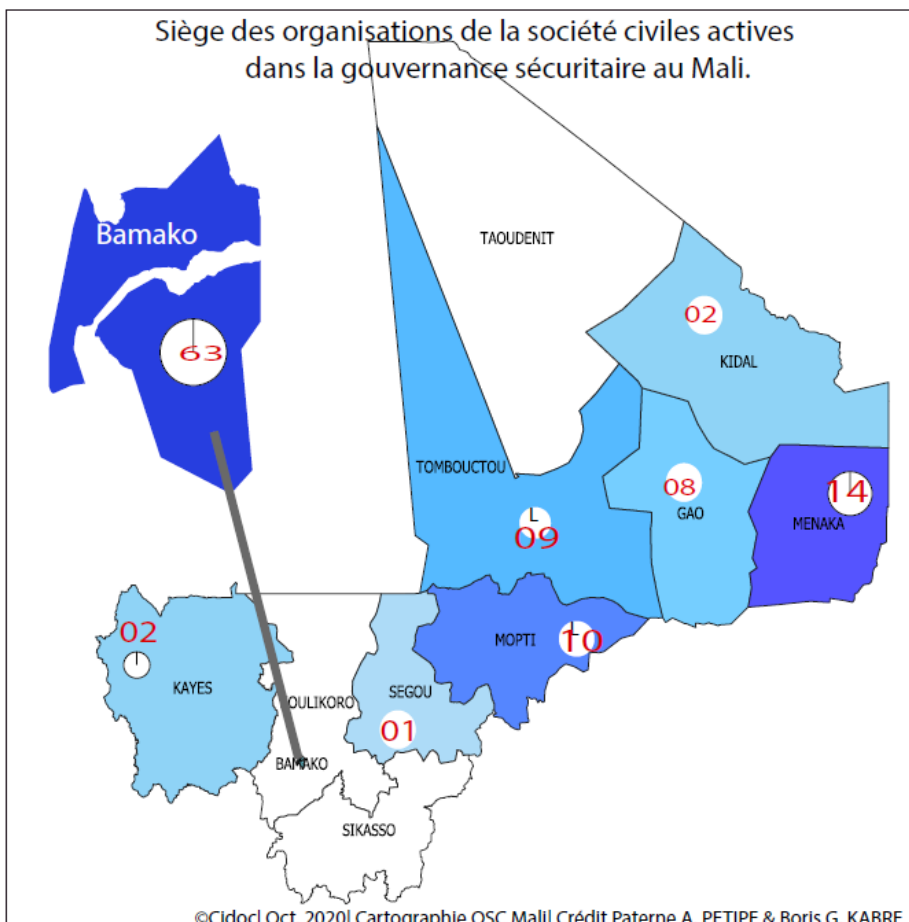
⁶ MALLET, A. Op. Cit., p. 8.

⁷ Selon un rythme décrit en 2011 par SALL, A. « *Les organisations de la société civile au Mali : acquis, défis et perspectives, communication à l'occasion du Forum Multi-Acteurs sur la Gouvernance au Mali* », Séance 6 : « *Les OSC et le renforcement de la démocratie au Mali : faire-valoirs, substituts ou contre-pouvoirs ?* », 13 janvier 2011, https://base.afrique-gouvernance.net/docs/pr_sentation_du_dr_abdoulaye_sall.pdf . A la faveur de la crise sécuritaire et socio-politique que vit le Mali depuis 2012, il est probable que cette cadence se soit accélérée ou au moins maintenue.

Les OSC impliquées dans la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali ont leur siège social à Bamako et dans les régions de Kayes, Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka. Leurs actions s'étendent sur l'ensemble du territoire. Bamako abrite 59% des sièges et notamment celles des OSC les plus grandes de par le volume de leurs opérations et de par leur capacité de déploiement sur l'ensemble du territoire.



Graphique 1 : Sièges des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali



Carte 1 : Sièges des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali

Les interventions des OSC en matière de gouvernance du secteur de la sécurité couvrent l'ensemble du territoire du Mali.

Taille des OSC et niveau d'implication dans la gouvernance sécuritaire

Il est ressorti de l'examen des différentes OSC une disparité en termes du niveau d'implication dans les questions de gouvernance sécuritaire et de volume d'opération. Sur le premier aspect, l'analyse de la mission, des objectifs en matière de gouvernance du secteur de la sécurité et des principales réalisations en la matière a conduit à établir trois catégories d'OSC :

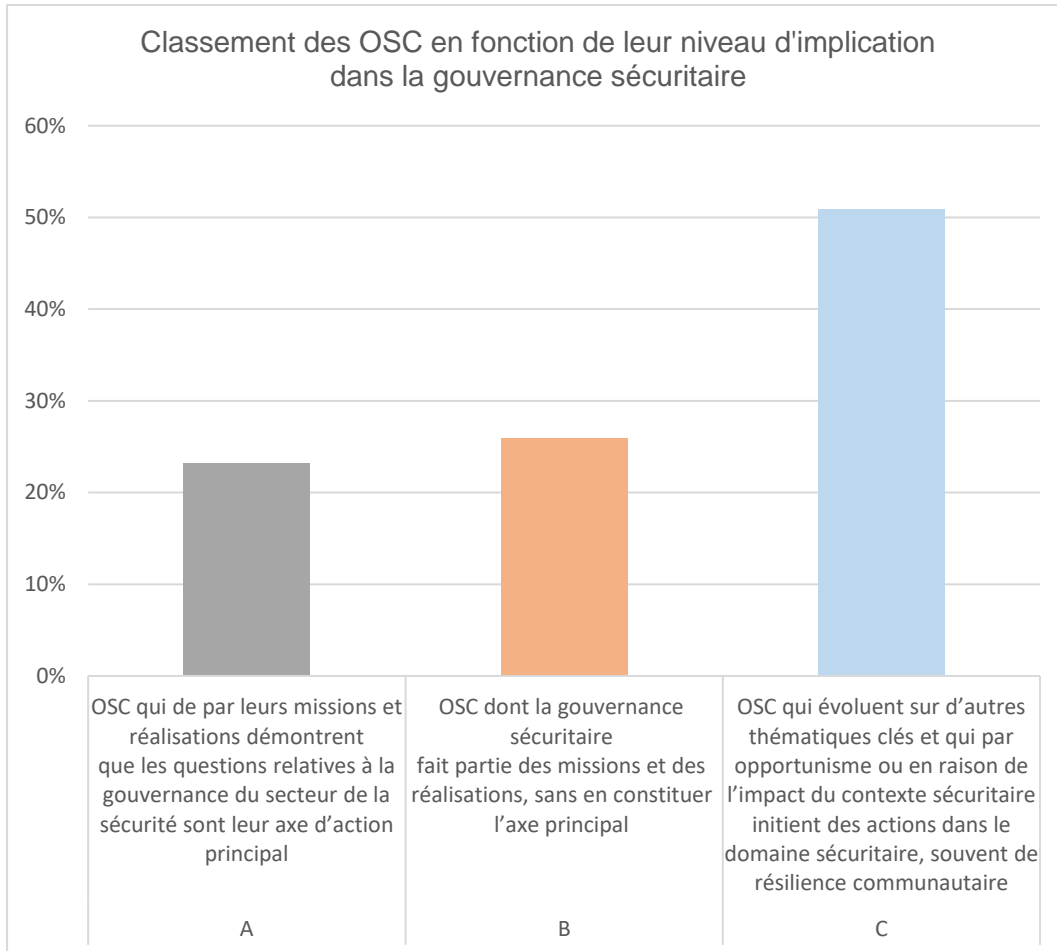
- La première catégorie, répertoriée en « A » est constituée des OSC qui de par leurs missions et réalisation démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal ;
- La deuxième catégorie, répertoriée en « B » est constituées d'OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal. Il s'agit ici par exemple d'OSC dont la mission principale est la promotion des droits des femmes et des jeunes, et qui prennent en charge les questions sécuritaires puisqu'elles affectent ces droits;
- Enfin, la troisième catégorie, répertoriée en « C », décrit les OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. C'est le cas par exemple des OSC actives dans le domaine du développement économique.

Suivant cette grille d'analyse 23% des OSC identifiées dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali ont été classées en catégorie A, 26% en catégorie B et 51% en catégorie C. Il en ressort que plus de la moitié des OSC active dans ce domaine n'y sont pas spécialisées et répondent principalement aux besoins générés par la crise sécuritaires. Elles peuvent constituer de ce point de vue des points d'entrée appropriées pour les actions de sensibilisation, de relais communautaires et de reconstruction de la cohésion sociale. Elles sont par contre moins indiquées pour les activités spécialisées qui nécessiteraient l'implication de professionnels compétents en matière de gouvernance sécuritaire.

En termes d'activités, les OSC impliquées dans la gouvernance sécuritaire au Mali s'adonnent entre autres à :

- la formation de différents acteurs sur les questions de sécurité, de droits de l'homme, de prévention et de gestion des conflits, de médiation, etc. ;
- le monitoring des violations et abus des droits de l'homme ;
- le plaidoyer et la sensibilisation sur les questions de droits humains, la participation citoyenne au processus de paix ainsi que de réforme du secteur de la sécurité, et la prolifération des armes légères;
- la sensibilisation sur l'accord de paix en vue d'une meilleure appropriation nationale;
- la réalisation d'études sur la gouvernance du secteur de la sécurité et la participation citoyenne ;
- l'organisation de rencontres entre les populations et les FDS en vue de contribuer au renforcement des actions de coordination civilo-militaires;
- la contribution au renforcement de la sécurité au sein des communautés (par exemple à travers l'appui aux patrouilles des FDS, l'installation de lampadaires, l'appui en matière de régulation de trafic routier pendant les fêtes, etc.) ;

- la participation à diverses rencontres en vue de faire du plaidoyer et d'assurer la prise en compte des besoins de groupes spécifiques dans le cadre des questions sécuritaires.



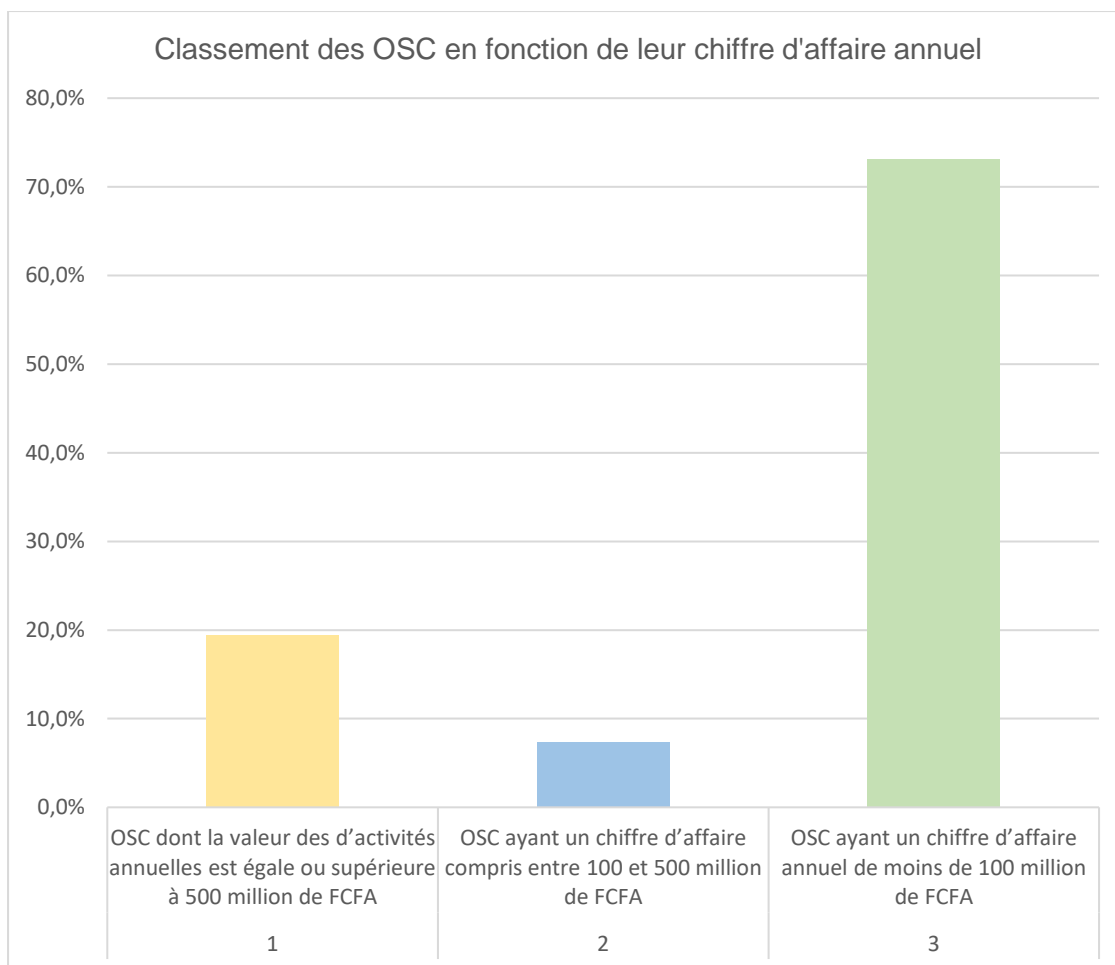
Graphique 2 : Classement des OSC en fonction de leur niveau d'implication dans la gouvernance sécuritaire

L'analyse portant sur la taille des OSC a également conduit à une classification en trois catégories, en considération leur chiffre d'affaires annuel de chacune des organisations identifiées:

- La catégorie « 1 » inclue les OSC dont la valeur des d'activités annuelles est égale ou supérieure à 500 million de FCFA ;
- La catégorie « 2 » vise les OSC ayant un chiffre d'affaire compris entre 100 et 500 million de FCFA ; et
- La catégorie « 3 » est constituée d'OSC ayant un chiffre d'affaire annuel de moins de 100 million de FCFA.

Les chiffres d'affaires ont été estimés sur la base des informations fournies par les OSC ainsi qu'en confrontant ces informations avec les réalisations, dans une approche de triangulation.

Il en ressort que 21 OSC ont des chiffres d'affaires annuel égaux ou supérieurs à 500 million de FCFA, contre 8 OSC ayant un chiffre d'affaires compris entre 100 et 500 million de FCFA et 67 OSC avec un chiffre d'affaire annuel inférieur à 100 million de FCFA.



Graphique 3 : Classement des OSC en fonction de leur chiffre d'affaires annuel

Les deux critères ont été combinés comme présenté dans le tableau #1.

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI		
Catégorie	Description	Nbre
A,1	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et ont un chiffre d'affaires annuel \geq 500 million de FCFA	7
A,2	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	2
A,3	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et ont un chiffre d'affaires annuel $<$ 100 million de FCFA	16
B,1	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel \geq 500 million de FCFA	4

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI		
Catégorie	Description	Nbre
B,2	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	4
B,3	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel < 100 million de FCFA	20
C,1	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel ≥ 500 million de FCFA	10
C,2	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	1
C,3	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel < 100 million de FCFA	44
Total		108

Tableau 1 : Classement des OSC en fonction de leur chiffre d'affaires annuel

Il ressort également de l'étude que 77% des OSC analysées n'ont pas pour mission première de contribuer à l'amélioration du secteur de la sécurité. Elles s'y sont engagées par opportunisme dans le contexte de crise sécuritaire que vit le pays. Ainsi, les OSC et plateformes d'OSC bâties autour des problématiques de promotion et de protection des droits des femmes et de la participation des jeunes ont étendu leurs actions en direction du secteur de la sécurité. C'est le cas de WILDAF, de la CAFO, de la FENACOF, de l'APPF-Mali et du CNJ. Cette diversification est peu réussie dans la mesure où les actions de ces OSC restent limitées au plaidoyer et à un peu de sensibilisation⁸.

Professionnalisation et efficacité

Outre la portée de la mission de l'organisation, l'efficacité des OSC actives en matière de gouvernance sécuritaire au Mali est largement tributaire de leur degré de structuration en termes d'organisation et de professionnalisation. Les OSC les plus actives se déploient comme de véritables entreprises ayant un appareil administratif robuste, doté d'un personnel formé et qualifié. A l'inverse, les organisations avec de faibles réalisations ont souvent gardé un mode de fonctionnement associatif. Elles sont dirigées par un président pas nécessairement professionnel du domaine de la sécurité ou de domaines proches, et, bien que parfois dotées de locaux, n'ont pas du tout ou pas assez d'employés.

⁸ Exception faite de quelques-unes à l'exemple de la WILDAF

La plupart des OSC les plus actives et ayant pour mission première de contribuer à différentes questions directement en lien avec la sécurité (catégorie A1) ont souvent été mises en place à la suite de la crise sécuritaire de 2012. Cette observation est bien illustrée par l'IMRAP (2013), l'AJCAD (2014) et Think Peace (2016).

Ces organisations ont rapidement eu accès à d'importantes ressources financières qui leur ont permis de professionnaliser leurs opérations. Dans leur majorité, ces organisations sont soit des représentations d'OSC étrangères qui se sont installées au Mali, soit des organisations impulsées par des ONG internationales dans une démarche d'endogénéisation de leurs interventions pour en assurer l'appropriation locale et la pérennité. L'IMRAP a ainsi été mise en place sous l'impulsion d'Interphase⁹. De la même manière, Think Peace procède d'une initiative de l'USAID et AJCAD a été inspirée par le programme My Rights My Voice d'Oxfam.

Il convient de rappeler que le Mali a engagé une Réforme de son secteur de la sécurité (RSS) et conduit au même moment un processus d'intégration et un programme de Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR). Ces programmes et réformes nécessitent en effet une grande implication de la société civile afin d'en assurer l'appropriation nationale. A cet égard, l'intérêt que montrent certaines OSC habituellement orientées vers d'autres problématiques mérite d'être davantage soutenu.

Coalitions, plateformes et faitières

Quelques plateformes ont été mise en place et permettent aux OSC les plus actives dans le domaine de la gouvernance au Mali de se concerté, y compris dans certains cas en incluant les FDS et certains PTF. L'observatoire des OSC pour la paix et la gouvernance du secteur de la sécurité mis en place le 07 juin 2018 à la suite d'un atelier préparatoire initié et soutenu par le NDI ambitionne ainsi de devenir un cadre de référence au plan national et sous régional en matière de promotion de la bonne gouvernance, des Droits de l'Homme, de la paix, de la sécurité, de la prévention et de la gestion non violente des conflits. Il est composé d'ARGA Mali, de la CONASCIPAL, de WANEP Mali, du réseau des blogueurs du Mali, du Réseau Femmes du Sahel, Amnesty International etc.¹⁰ Un autre forum appelé Plateforme d'Echange et de concertation et d'action entre les FDS, les OSC et les PTF est soutenue par DCAF.

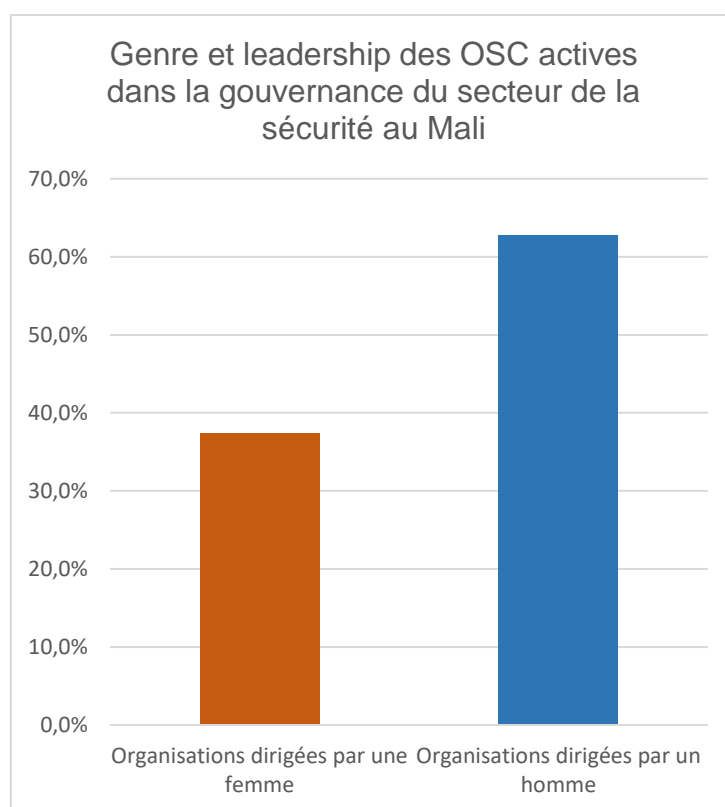
Cependant, la multiplication des plateformes, réseaux, coalitions et autres formes de faitières dans le secteur des OSC au Mali brouille les pistes et ne permet pas une vision claire de l'échiquier. Les mêmes organisations appartiennent à plusieurs faitières. Il arrive également que des faitières appartiennent à d'autres faitières, réseaux ou plateformes. L'action des PTF impliquées dans le secteur de la sécurité pourrait aider à mieux identifier les véritables acteurs clés, pourvu que cette démarche ne s'accompagne pas d'une influence excessive de l'action de ces organisations.

⁹ Voir <https://www.interpeace.org/programme/mali/>
<https://www.interpeace.org/2015/07/mali-self-portrait-on-screen-in-bamako/>
<https://www.peaceinsight.org/conflicts/mali/peacebuilding-organisations/interpeace-imrap/>

¹⁰ Voir <http://news.abamako.com/h/190489.html>

Genre et leadership des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali

Enfin, l'étude de cartographie a permis de relever une présence très actives de jeunes et de femmes, notamment à travers des OSC créées par et dédiées à ces deux catégories. Cependant, la majorité des OSC du secteur de la gouvernance au Mali sont dirigées par des hommes (62,7%) contre 37,3% pour les femmes.



Graphique 4 : Genre et leadership des OSC actives dans la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali

Aperçu des partenaires techniques et financiers des OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali

Le contexte de crise a provoqué une forte présence de partenaires techniques et financiers (PTF) au Mali. La liste des PTF des OSCs actives sur les questions de sécurité est donc longue. Elle comprend les missions, fonds, agences du système des Nations Unies (MINUSMA, PNUD, ONU Femmes, etc.), les représentations diplomatiques de pays et organisations internationales présentes au Mali ainsi que leurs agences de développement et les ONG internationales qu'elles appuient (UE, UA, CEDEAO, Danemark, France, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Royaumes Unis, Norvège, Suisse, Pays-Bas, USAID, DCAF, NDI, CECI, NED, etc.), les Instituts et Agences de Recherche, les institutions financières (Banque Mondiale, FMI, BAD, BID, l'UEMOA, etc.), les institutions et centre de recherche, le réseau de lutte contre les armes légères et de petit calibre, etc.

Comme il a été souligné plus haut, certains des PTF ont joué un rôle important dans la création et le développement d'OSC parmi les plus importantes du secteur de la sécurité au Mali. Ces partenaires sont l'USAID, le FAMOC, Oxfam, l'Unicef, la MINUSMA (Division des Affaires Civiles), Interpeace, SIPRI, etc. Pour leurs interventions, ces partenaires font souvent recours aux mêmes organisations.

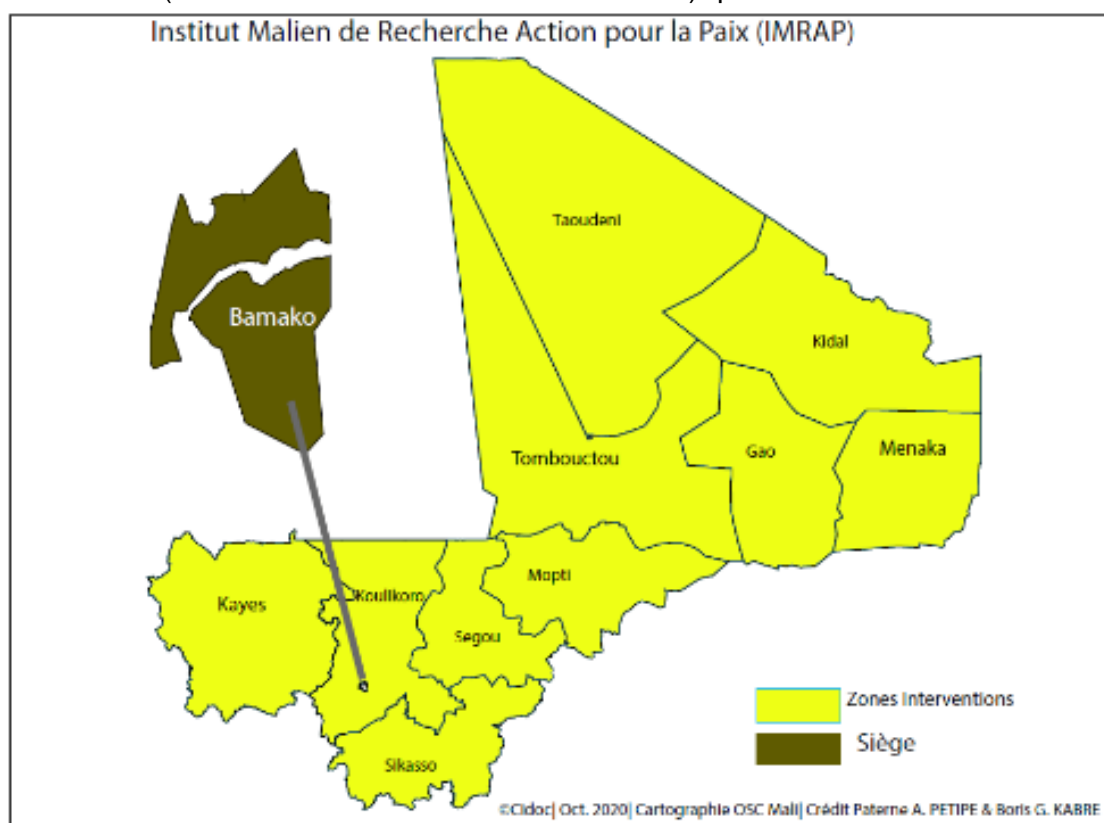
Certaines des OSC ont souligné dans ce cadre la trop grande influence des agendas des PTF au détriment de la formulation de programmes sur la base des besoins réels des communautés. Ce constat rappelle l'analyse d'Alexis Roy qui relevait en 2010 que l'explosion quantitative du nombre d'OSC au Mali avait été en grande partie encouragée par les différents bailleurs chacun tentant de modeler « sa » société civile via des projets généralement présentés comme des « politiques d'appui et de renforcement des capacités de la société civile »¹¹. Ainsi, la plupart des OSCs qui affichent une constante performance ont des bailleurs affiliés. Tandis que la majorité des OSC répertoriés signalaient un faible accès aux ressources financières pour la mise en œuvre de leurs programmes, celles spécifiquement soutenues par certains PTF ont davantage des difficultés à consommer les ressources mises à leurs dispositions et n'hésitent pas quelques-fois à décliner gentiment des opportunités de financement.

Description des principales OSC actives dans la gouvernance sécuritaire au Mali

Cette section du rapport offre une description détaillée de quelques OSC particulièrement actives dans le domaine de la gouvernance sécuritaire au Mali.

Institut Malien de Recherche-Action pour la Paix (IMRAP)

L'IMRAP est une association de droit malien, créée le 31 octobre 2013 suite aux crises multiformes (notamment sécuritaire et institutionnelle) que le Mali a connues en 2012.



Carte 2 : IMRAP : Siège et zone d'intervention

¹¹ Roy, A. MALI : INSTRUMENTALISATION DE LA « SOCIÉTÉ CIVILE », <https://www.cetri.be/Mali-instrumentalisation-de-la?lang=fr>

Constituée dans le but d'établir une culture de dialogue inclusif, participatif et constructif qui renforce la confiance entre les différents segments et les niveaux de la Société Malienne, et répond aux problèmes actuels et futurs à la paix et de la cohésion sociale. L'institut a fait du dialogue, de la médiation et de l'éducation à la paix ses armes pour instaurer la confiance entre les communautés et les acteurs de paix et de sécurité car pour lui, la paix se construit dans chaque case avec chaque membre de la société dans un climat de confiance. Grâce à son approche, en 7 ans d'activités, l'organisation compte de nombreuses réalisations au titre desquels :

- ✓ L'élaboration de rapport sur le renforcement de la confiance entre fds et civil;
- ✓ Le projet femme défense sécurité (personnel féminin militaire dans les conflits)
- ✓ La police de proximité
- ✓ la formation des conseils communaux de sécurité CCS et comité communaux de Réconciliation (Koulikoro, Ségou)
- ✓ Le renforcement des relations de confiance et de collaboration entre le Mécanisme opérationnel de coordination/MOC et les populations ;
- ✓ L'analyse des dynamiques de conflits dans les cercles de Bankass et Koro, région de Mopti et bien d'autre rapport de recherche.

L'IMRAP enregistre d'excellentes performances, d'où la confiance de partenaires comme les ministères et leurs services déconcentrés qui interviennent sur les questions de paix, de cohésion sociale, de sécurité, la recherche, les droits humains, l'égalité de droit ; la CVJR, les Commissariats de police, les gouvernorats de région, les Autorités déconcentrées et décentralisées, les chefs traditionnels et religieux ; Wildaf-Mali, Interpeace, Humanity United, UNPBF, Strategic Capacity Group (SCG), PNUD, ONU-Femme, MINUSMA (Division des Affaires civiles) etc. Dans la même foulée, les performances de l'organisation s'apprécient au nombre de la quarantaine de personnes qu'elle emploie permanemment.

Think Peace Sahel

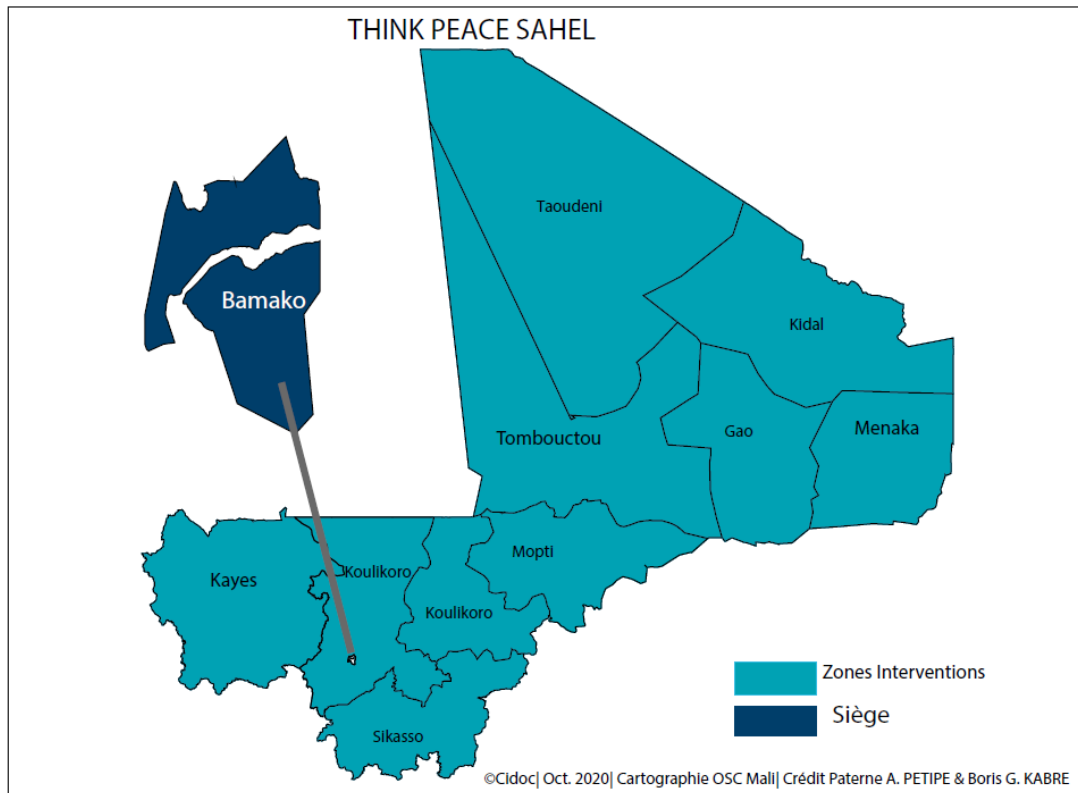
Think Peace Sahel est un groupe de réflexion et d'actions qui intervient dans la recherche-action / actions-recherche sur les questions de paix, de sécurité notamment la prévention et résolution des conflits communautaires, la prévention contre la radicalisation et l'extrémisme violent et la gouvernance, avec l'implication des acteurs locaux dans les prises de décision au niveau local.

Créé le 15 février 2016, Think Peace Sahel est présente dans la plupart des régions du Nord et du Centre du Mali et étend ses actions au Burkina et au Niger. Elle participe au renforcement de la résilience des acteurs à la base contre diverses formes de menaces à la paix et à la sécurité.

En 4 ans, Think Peace Sahel a bâti une chaîne de valeur incontournable dans le secteur de la gouvernance sécuritaire et la lutte contre l'extrémisme violent. Au nombre de ses réalisations on peut citer:

- ✓ La mise en place des Comités de Suivi des Risques de Conflit dans 60 communes;
- ✓ La mise en place de Mécanismes d'analyses des informations intégrées (MAIN) et la production de résumés Hebdomadaire Sécuritaires;
- ✓ La création, avec la MINUSMA, de la Plateforme pour l'Engagement des Jeunes dans le processus de Réforme du Secteur de la Sécurité avec plus de 20 organisations;
- ✓ La mise en œuvre d'un programme de lutte contre la radicalisation en milieu carcéral ;

- ✓ La contribution à l'évaluation des besoins en formation et conception d'un cours sur les Droits de l'Homme et le Genre dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme pour les FDS dans le cadre d'une collaboration avec l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB) et ONU Femmes.



Carte 3 : Think Peace Sahel : Siège et zones d'intervention au Mali

L'excellente performance de l'organisation lui a ouvert la porte de nombreux partenaires dont le Ministère des Affaires Religieuses et du Culte, la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée, les Agences de développement régionaux de Mopti et du Ségou ; le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali), USAID, GCERF, le PNUD, la MINUSMA, le FAMOC, le PNUD, l'Institut Clingendael du Pays Bas, Mercy Corps, l'IRI, UNDOC, etc.

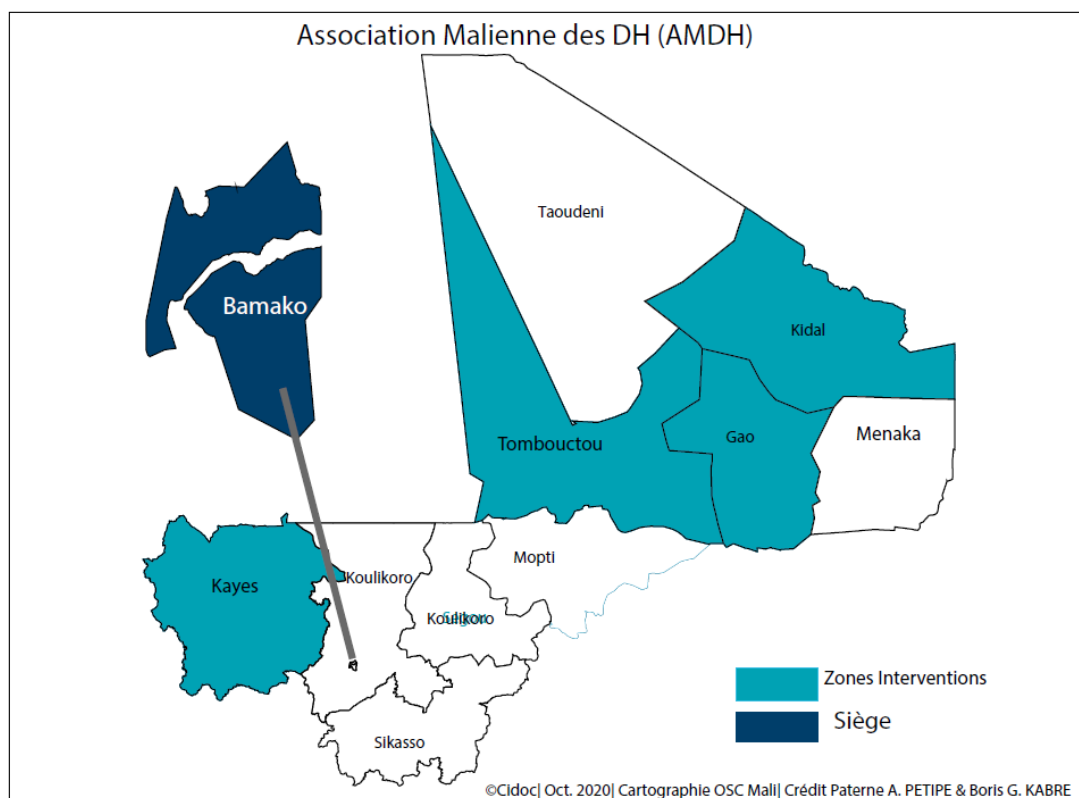
Ainsi, de quelques membres à ces débuts, l'organisation emploie près d'une trentaine de personnes en permanence sur toute l'étendue du territoire et même hors du Mali, avec ses nouvelles antennes du Burkina Faso et du Niger.

Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH)

L'AMDH a été créée le 11 décembre 1988. Elle est l'une des premières associations créées pour la promotion, la protection des droits humains au Mali et pour exiger leur respect et la lutte contre leurs violations. Ses premières actions ont été menées en faveur du monde carcéral (lutte contre la détention préventive abusive, assistance juridique aux détenus sans mandat de dépôt).

Ensuite elle s'est investie dans la défense de la presse indépendante (procès en diffamation contre les journaux « les Echos », l'« Aurore », « la Roue ») puis elle a travaillé activement à la création d'organisations des Droits Humains dans la Sous-région (Burkina Faso, Côte

D'Ivoire) et à l'échelle africaine (préparation du congrès constitutif de l'Union Interafricaine des Droits de l'Homme (UIDH)).



Carte 4 : Association Malienne des Droits de l'Homme : siège et zones d'intervention

L'AMDH s'est aussi naturellement portée aux avant-postes des luttes populaires contre la dictature et le monopartisme. Elle a été un acteur actif dans l'avènement de la Démocratie au Mali. Après le renversement du régime de l'UDPM, elle a pris part à la gestion de la transition, à l'instauration du multipartisme intégral et à la mise en place des institutions démocratiques.

L'AMDH a implémenté de nombreux projets d'information, de sensibilisation, d'éducation, de formation, de recherches aussi bien en faveur des citoyens que des agents de l'état ainsi que ses membres.

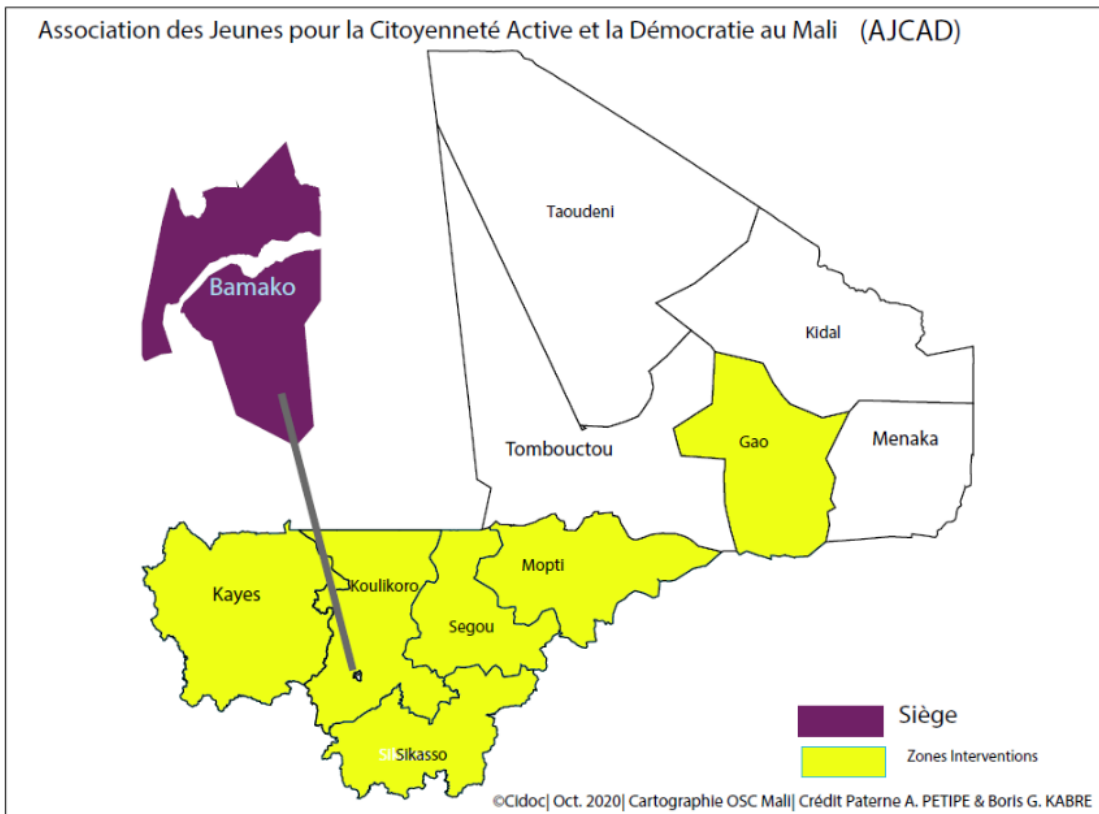
Au nombre de ses récentes actions, elle était en première ligne de protestation contre l'adoption de la loi d'entente nationale qui offrait l'amnistie à des présumés criminels. Elle a toujours condamné les attentats perpétrés au Mali et plaidé pour des mesures fortes en faveur de la sécurité des populations civiles en occurrence celles vulnérables. Elle a publié des rapports contre l'injustice et l'impunité, a tenu des conférences de presse sur la situation sécuritaire notamment les violations des droits de l'homme. Elle joue par ailleurs le rôle de veille sur tous les dossiers criminels en justice.

AJCAD-Mali

Créée le 25 Mars 2014, AJCAD-Mali est une association de jeunes maliens dont le but est de soutenir toutes les actions tendant à cultiver l'esprit de citoyenneté et de démocratie chez les jeunes au Mali et dans le monde pour un développement durable.

Grâce à son constant engagement, la jeune organisation enregistre l'une des meilleures croissances dans le domaine de paix et de sécurité. Au compte de ses réalisations figurent:

- ✓ L'exécution de trois (3) projets en lien avec la consolidation de la paix et la participation des jeunes dans le processus de paix ;
- ✓ Le renforcement des capacités de plus 100 Jeunes (Filles et garçons) sur la Prévention et la Gestion des Conflits;
- ✓ L'organisation des Foras locaux et nationaux sur la participation des jeunes dans le processus de consolidation de la Paix et la cohésion sociale
- ✓ Le financement de 30 projets en faveur des organisations de jeunes formelles et informelles sur la consolidation de la paix, la cohésion sociale, la sécurité humaine.



Carte 5 : AJCAD-Mali : Siège et zones d'intervention

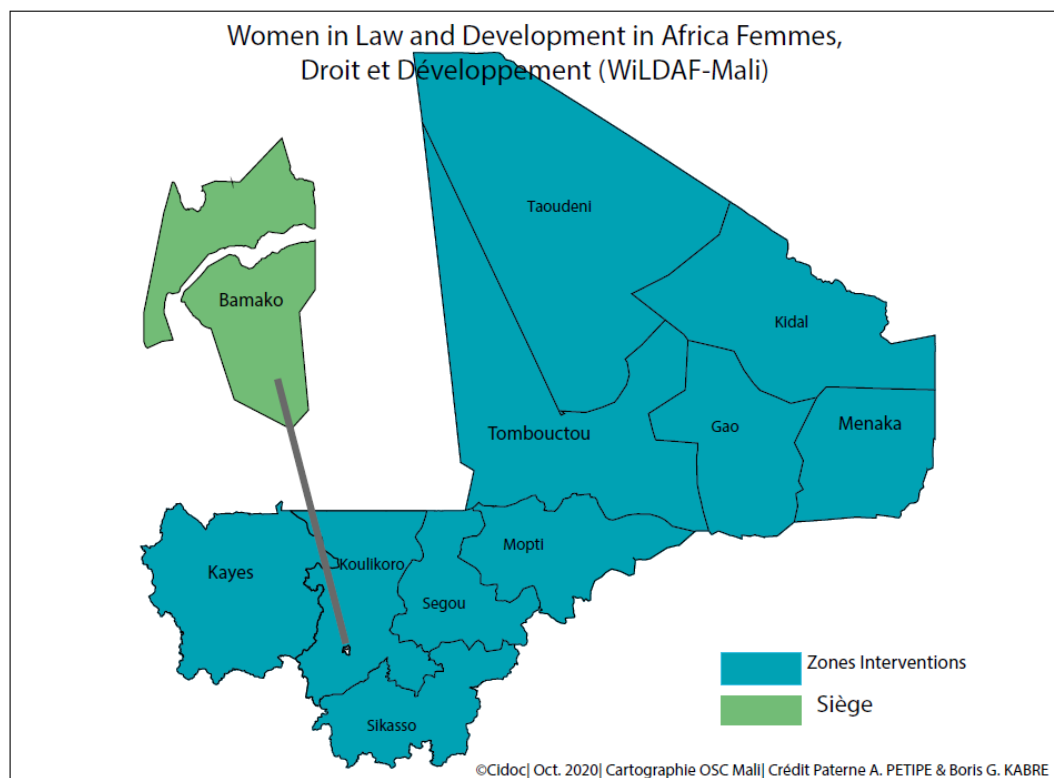
En plus de ses performances en tant qu'acteur de la société civile, l'AJCAD-Mali est aussi pourvoyeur d'emploi stable à plus de 30 jeunes.

Ses performances remarquables lui ont permis de nouer des partenariats avec des ministères et leurs directions, les Collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'Etat, le Réseau National de la Jeunesse du Mali (RENAJEM), le Réseau Ouest Africain des Jeunes Femmes Leaders (ROAJELF), l'Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (AMSOPT), Think Peace Sahel, CapDH, CAEB, Oxfam au Mali, Aide de l'Eglise Norvégienne (AEN), UNICEF, Internationale DanChurchAid (DCA), Mali Justice Project (MJP), USAID, Peace Direct, Worl Young Women's Christian Association, Girl Generation International, Water Aid Mali, Open Society Initiative for West Africa (OSIWA), Equilibre et Population (EquiPop).

Women in Law and Development in Africa (WiLDAF-Mali)¹²

Représentant pays de WiLDAF Afrique ou Afrique de l'Ouest, L'ONG WiLDAF Mali est une Organisation qui jouit de l'autonomie de fonctionnement et rattaché au droit Malien malgré son appartenance au grand groupe WiLDAF. Ceci confère à l'organisation le statut OSC malienne.

Ouvert au Mali le 3 mars 1995, elle a pour but de promouvoir principalement auprès des femmes la bonne connaissance et l'utilisation efficace de la loi pour l'auto-développement de la communauté, de la sous-région et de la région.



Carte 6 : WILDAF-Mali : Siège et zones d'intervention

L'organisation par sa performance est citée parmi les meilleurs en termes de droit et autonomisation de la femme. Conscient des interdépendances qui existent entre les droits des femmes et d'autres domaines, WiLDAF-Mali a un regard holistique sur la question et travaille sur tous les vecteurs favorables à l'amélioration des droits de la femme dont la sécurité, la cohésion sociale, l'accès à la justice, etc. Ses réalisations sont nombreuses, notamment :

- ✓ Le projet JUGE, a réalisé une formation des formateurs axée sur la justice pour les victimes de VBG
- ✓ La mise en place d'un cadre de concertation entre les OSC et la chaîne pénale à Koulikoro...
- ✓ Le projet Assistance aux personnes ayant des problèmes juridiques "

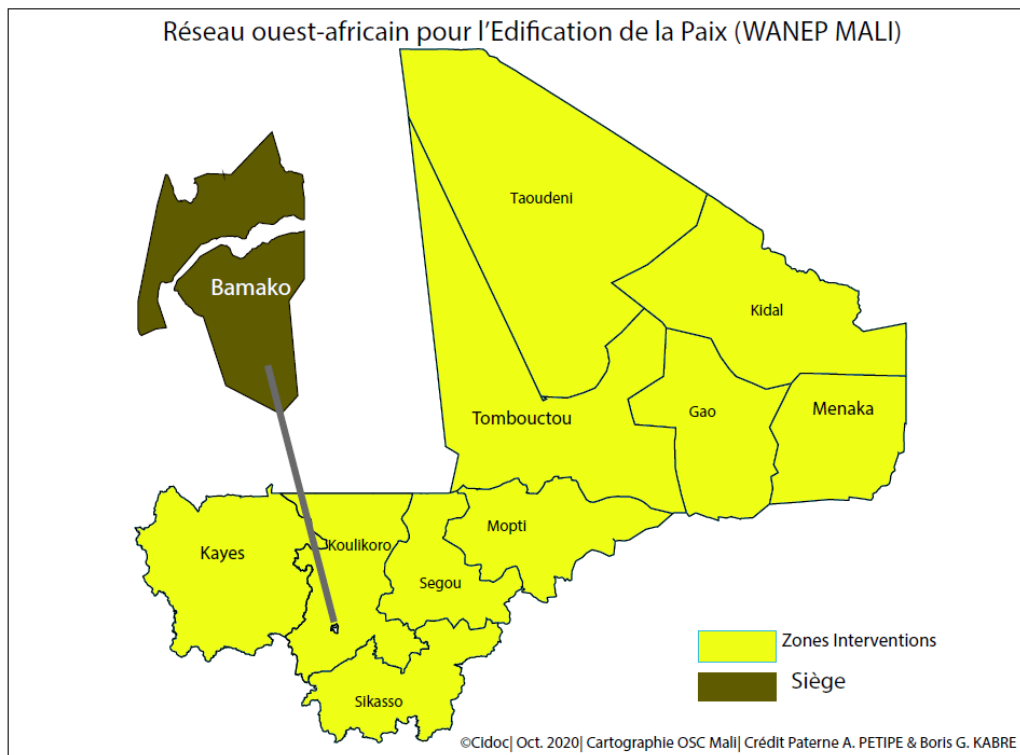
¹² En français Femmes, Droit et Développement en Afrique (FeDDAF MALI)

- ✓ Le projet de protection et promotion des droits des femmes pour leur participation active dans la gestion des affaires publiques et dans le processus de réconciliation nationale
- ✓ Le projet de promotion et protection des DF pour leur participations actives ans les affaires publiques et au processus de réconciliation national
- ✓ Le programme de gouvernance locale
- ✓ Le projet Enouth contre les VBG à Bamako et Goa
- ✓ Le projet de renforcement de la cohésion social entre les femmes artisan de paix
- ✓ La promotion du genre et résolution des conflits
- ✓ Les initiatives de Lutte contre les mariages d'enfant
- ✓ Le Projet femme paix et sécurité dans les régions nord du Mali
- ✓ Le renforcement des organisations paysannes en droits humain leadership et membership
- ✓ Le renforcement des partenaires en gestion participatives, contrôle citoyen équité genre et cohésion sociale
- ✓ L'appui à l'organisation de l'accès des femmes à la justice
- ✓ La mise en place de clinique mobile pour la prise en charge des femmes et fille victime dans les localités du nord

En plus de ces réalisations, la performance de WiLDAF-Mali dans la gouvernance sécuritaire s'apprécie au nombre des opportunités d'emploi qu'elle offre. En effet elle est pourvoyeur d'emploi permanent pour une trentaine de personnes. Tout ceci lui a valu la confiance Les 10 ministères concernés par la politique nationale genre, de la CAFO, de la Plateforme des Femme leader du Mali, des 33 faitières des femmes du Mali, de la Clinique demèso, du COCEM, de la Coalition pour le Sahel, la Convergence des femmes du Mali, d'Avocat Sans Frontière France (ASF) et Avocat Sans Frontière Mali, Diakonia, le projet JUPREC, la Coopération Suisse, l'UE, l' ONU Femmes, AWDF, Oxfam, USAID, etc.

Le Réseau ouest-africain pour l'Édification de la Paix WANEP-Mali (WANEP-Mali)

Le WANEP s'appuie sur un vaste réseau international dont le but est de permettre et faciliter des mécanismes de coopération parmi les praticiens de l'édification de la paix fondée sur la Société Civile et les organisations en Afrique de l'Ouest. Il travaille pour la promotion des réponses conjointes avec des acteurs officiels pour s'attaquer aux causes profondes des conflits violents, mettre en place des structures par lesquelles ces praticiens et ces institutions échangent régulièrement des expériences et des informations sur des questions et influencent la politique d'édification de la paix et de transformation des conflits. Le WANEP s'est édifié comme l'une des organisations les plus actives sur les questions de gouvernance en générale, et sécuritaire en particulier.



Carte 7 : WANEP-Mali : Siège et zones d'intervention

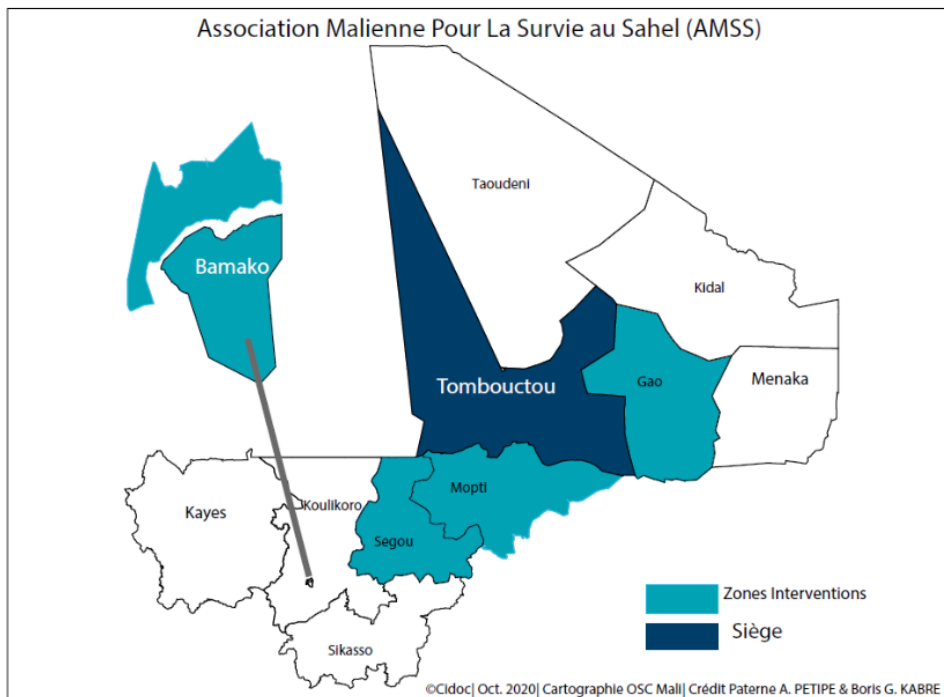
Profitant d'un bon réseau de partenaires dont les ministères (défense, sécurité, Administration territoriale, jeunesse, etc.), les Collectivités locales, Autorités locales; l'Association des blogueurs du Mali ; l'ONG Azar; ONU Femmes; MINUSMA ; UNPBF ; UE; DDG; GRSS; le Programme de leadership féminin, etc., le WANEP-Mali compte plusieurs réalisations sur le plan sécuritaire:

- ✓ La mise en place des Comités Consultatifs de Sécurité dans les régions de Ségou, Mopti, Gao & Ménaka;
- ✓ Les séries «GenderTalk» sur des thématiques sur l'agenda des femmes et la paix, la jeunesse et la paix
- ✓ Le projet EPNV (Education à la Paix et à la Non-Violence);
- ✓ Le programme d'Alerte précoce (WARN);
- ✓ Les initiatives de renforcement des femmes dans la consolidation de la paix
- ✓ Le Programme Réseau (WIPNET);
- ✓ L'organisation de la semaine sportive et culturelle en faveur de la prévention de l'extrémisme violent;
- ✓ Des Études et recherches sur la RSS;
- ✓ Des sessions de sensibilisation et de formation sur la Prévention de l'extrémisme violent au Centre du Mali;
- ✓ Des appuis aux initiatives socio-professionnelles des femmes des communes de Fakala, Madiama, Nema, Badenyua Kafo, etc.;

Association Malienne Pour La Survie au Sahel (AMSS)

Créée dans le but de promouvoir l'implication et la mobilisation des acteurs locaux dans les processus de changements en cours au Mali ; de Contribuer à la promotion des droits humains en général et ceux des femmes et des enfants en particulier et de contribuer à la promotion

économique, sociale et culturelle des collectivités et communautés à la base, l'AMSS affiche l'une des meilleures performances de la Société civile malienne.



Carte 8 : Association Maliennne pour la Survie au Sahel

Dans le secteur de la gouvernance sécuritaire, rien que pour l'année 2020, l'AMSS a accompli les réalisations suivantes :

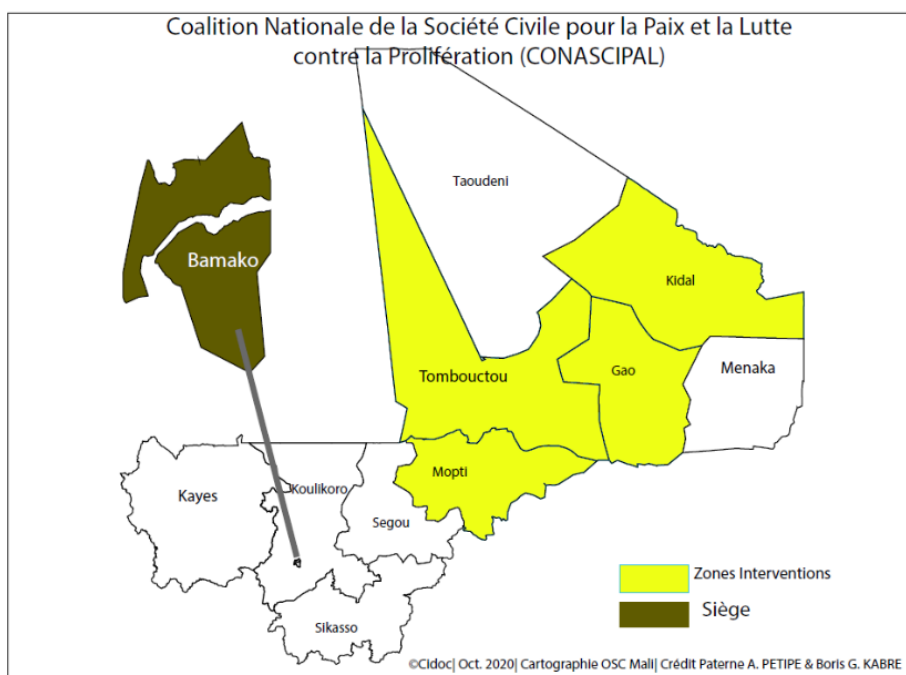
- ✓ Le projet «Femmes actrices économiques et engagées pour la paix et la cohésion sociale»;
- ✓ Le projet « engagement citoyen: identité & citoyenneté »;
- ✓ Le Projet de « Monitoring de Protection et de la Promotion de la Cohésion Sociale, de Lutte contre les VBG et de l'Appui psychosocial »;
- ✓ Le Programme de réponse d'urgence, de mitigation des risques et la prévention de la Violence Basée sur le Genre (VBG) dans les zones humanitaires du nord et centre du Mali;
- ✓ Le projet « Monitoring des incidents de protection, et leurs référencement »;
- ✓ Le Projet pour « l'Inclusivité de la gouvernance et de la citoyenneté à la Base dans la région de Tombouctou»;
- ✓ L'organisation de fora mixtes Communautés-FDS;
- ✓ Le renforcement des capacités des acteurs dans le domaine de la sécurité;
- ✓ Des séances de sensibilisation avec les communautés les plus vulnérables notamment les femmes et les filles sur la nécessité de signaler les cas d'incidents de protection dans les régions de Gao et Ménaka;
- ✓ Des sessions de formations pour le renforcement des capacités des femmes leaders et des comités de réconciliation dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix dans la région de Mopti;
- ✓ etc.

La Coalition nationale de la société civile pour la paix et la lutte contre la prolifération des armes légères (CONASCIPAL-Mali)

La CONASCIPAL-Mali a été créée en mars 1999 dans l'objectif de mobiliser la société civile, de servir de cadre de dialogue et de concertation pour l'information et l'éducation des communautés et de contribuer à la prévention et à la gestion des conflits et à la mise en œuvre du moratoire sur les armes légères dans l'espace CEDEAO.

Avec son principal partenaire le SIPRI, la CONASCIPAL-Mali compte des grandes réalisations dans le secteur de la sécurité et la paix. Ce sont entre autres :

- ✓ Le Projet construire une paix durable au Mali
- ✓ La signature du livre blanc de la société civile pour la paix et la sécurité
- ✓ L'organisation du forum national de la société civile pour la paix et la sécurité au Mali
- ✓ La série, «Vers la paix au Sahel: comprendre les perceptions locales de la sécurité»
- ✓ Les « contributions ciblées de la société civile aux politiques de post-conflit nationales et locales pour relever les défis de sécurité pour la population au Mali »

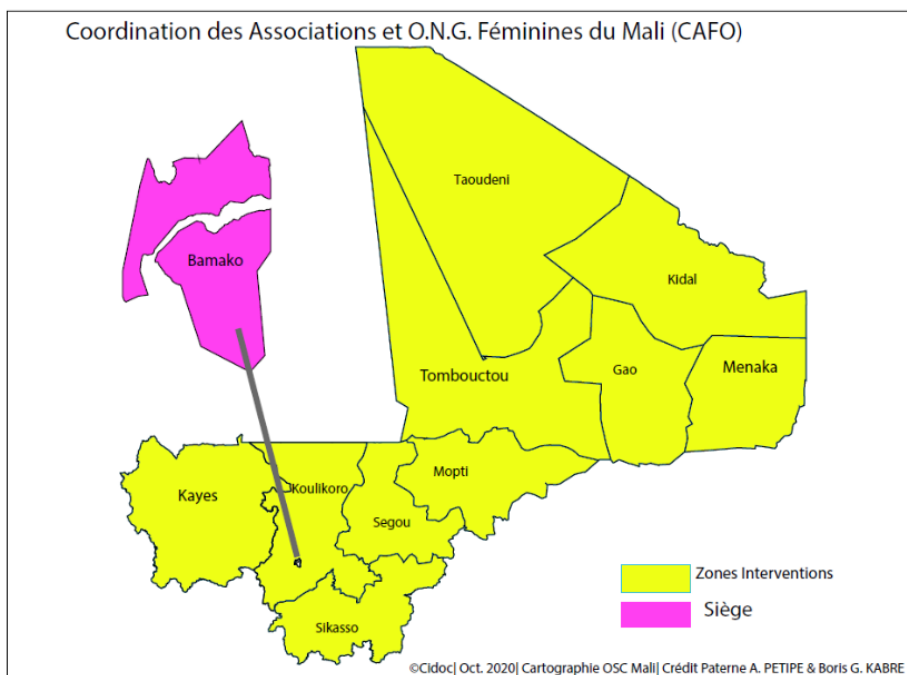


Carte 9 : CONASCIPAL : Siège et zones d'intervention

Coordination des Associations et ONG féminines du MALI (CAFO)

Créée le 20 octobre 1991, la CAFO vise à contribuer à valoriser le statut de la femme par le regroupement, la coordination des actions des membres et l'influence des politiques. Elle est effectivement représentée dans toutes les régions et dans tous les cercles du territoire national.

La CAFO s'est illustrée depuis sa création par son engagement en faveur d'une société de paix et d'équité, favorable à la participation effective de femmes au processus de développement durable.



Carte 10 : CAFO : Siège et zones d'intervention

Le contexte de crise de 2012 a amené l'organisation à multiplier les efforts dans le secteur de sécurité. Au nombre de ses réalisations nous comptons :

- ✓ Les formations des jeunes femmes leaders sur La Consolidation de la Paix Et l'autonomisation des femmes au Mali
- ✓ Le projet de case de la femme pour la paix et la cohésion sociale a organisé
- ✓ La création d'un Cadre National de Formation des Parajuristes au Mali en consortium avec d'autre organisation.
- ✓ Même si la gouvernance sécuritaire n'est pas sa mission première, la CAFO, au regard du contexte d'insécurité et des victimes que sont les femmes et les enfants, a mis son vaste réseau et ses nombreux partenaire à contribution pour la paix et la sécurité au Mali.

Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali)

Créé le 09 février 2002 dans la vague de démocratie au Mali, le CNJ-Mali est certainement l'une des organisations les mieux implantées de la société civile malienne.

Créé dans le but de :

- Renforcer la capacité institutionnelle des associations, organisations et mouvements membres;
- Renforcer la conscience citoyenne, civique et patriotique des jeunes ;
- Favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et leur participations au développement du pays;
- Contribuer au renforcement de l'unité et de la cohésion de la population malienne en général et de la jeunesse en particulier ;
- Contribuer à la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité au Mali et dans le reste du monde ;
- Contribuer à la promotion de la santé des jeunes et des adolescents ;

- Contribuer à la préservation de l'environnement, à la lutte contre l'immigration irrégulière, le terrorisme et l'extrémisme violent,
- Œuvrer pour la réalisation de l'intégration socio-économique et de l'unité politique de l'Afrique ;
- Susciter la création de fédérations spécialisées dans les domaines de développement de la jeunesse ;
- Etablir entre les jeunes de tous les horizons, une chaîne de solidarité et d'amitié et cela au-delà de toute considération politique, de sexe, de couleur, de religion ou de race;
- Emettre des avis sur toutes questions relatives à la jeunesse et à l'avenir de la nation;
- Accompagner les pouvoirs publics et les décideurs dans le cadre du développement de la jeunesse.

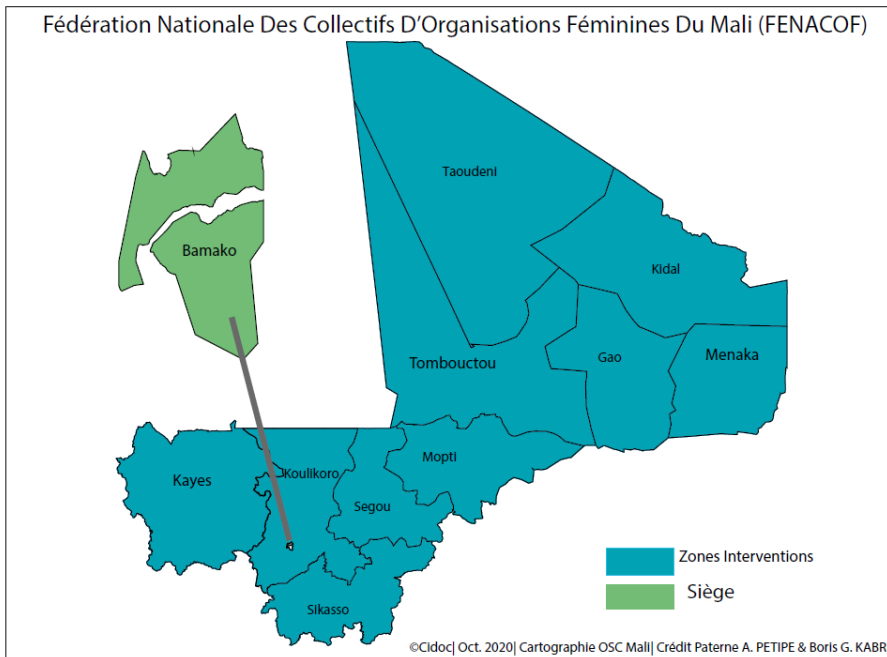
Le CNJ est la faîtière des organisations jeunesse, principal interlocuteur de l'Etat et des partenaires techniques et financiers du Mali. Il est un acteur majeur et actif de la gouvernance sécuritaire au Mali. Il est consulté et associé à tous les processus de paix, les politiques publiques et dans toutes les crises sociales. A cet effet, il a participé aux négociations d'Alger, aux consultations pour la mise en place des organes de transition en 2012 et celle en cours. Il est également représenté dans toutes les instances de gestion des crises et de proposition de politiques comme le gouvernement, la CVJR, la CNRSS, etc.

En plus de l'influence sur les politiques publique, le CNJ-Mali a réalisé de nombreux projet en faveur de la paix et la sécurité dont :

- ✓ Le projet Alafia qui a formé plus de 300 jeunes médiateurs dans les communautés ;
- ✓ Le projet de vulgarisation et d'appropriation de l'accord pour la paix issu du processus d'Alger ;
- ✓ Le projet jeunesse baara ni kodon qui a formé 2000 jeunes sur la citoyenneté active;
- ✓ des formations sur le processus de la RSS, DDR au Mali ;
- ✓ Le renforcement du cadre de collaboration avec les FDS
- ✓ Le projet zéro accident routier pendant toutes les fêtes.

Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali (FENACOF)

Regroupant une trentaine de coordinations et réseaux nationaux d'associations et ONG féminines, la FENACOF a été créée dans l'optique de regrouper les potentialités de chacun des Collectifs d'Organisations Féminines impliqués dans la société civile, tout en conservant leur indépendance et leurs objectifs propres. Une telle union présente une réponse aux défis et enjeux de la participation des femmes dans le processus de développement économique et social. Sa création visait également à augmenter l'efficacité de celles-ci dans le domaine des différents secteurs d'activités, par le biais d'un regroupement de moyens, d'économies d'échelles et d'une politique de communication et d'opérations communes.



Carte 11 : FENACOF : Siège et zones d'intervention

Cette gigantesque organisation bien que n'ayant pas la gouvernance sécuritaire dans ces objectifs premiers, s'implique pour sortir le Mali de son contexte actuel car les femmes et les enfants sont les premiers à subir les conséquences de la crise. Ainsi, elle a :

- ✓ Organisé des formations au profit de ses membres sur la réforme du secteur de la sécurité;
- ✓ Mener des plaidoyers au niveau des décideurs pour le renforcement du secteur de la sécurité;
- ✓ Organisé et Participé à plusieurs débats et ateliers nationaux dans le cadre de la sécurité.

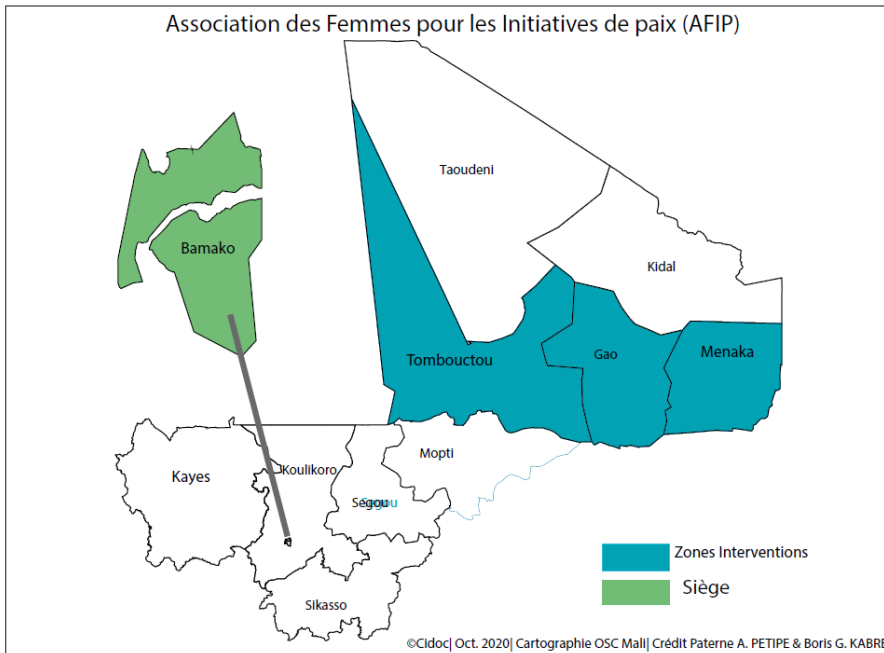
Association des Femmes pour les Initiatives de Paix (AFIP-Mali)

Créée pour la résolution des conflits et la lutte contre la prolifération des armes légères pour la consolidation de la paix au Mali, AFIP-Mali est très orientée vers les questions de sécurité, la démarquant ainsi de bon nombre d'organisations qui sont davantage diversifiées. Sa focalisation sur les questions sécuritaires lui a permis d'être dans la catégorie « A » de notre ciblage. Elle reste néanmoins relativement petite par son chiffre d'affaires annuel.

Au titre de ses réalisations, l'AFIP a :

- ✓ Organisé de nombreuses rencontres entre la population et les autorités locales pour le règlement du conflit intercommunautaire dans le Sahel occidental. C'est le cas notamment des rencontres intercommunautaires qu'elle a organisées à Tombouctou et Ménaka ;
- ✓ Facilité la mise en place d'un cadre d'échange et de partenariat avec les femmes parlementaires sur les questions liées à la paix sociale ;
- ✓ Organisé des journées de réflexion sur le problème de la circulation illicite des armes légères ;

- ✓ Organisé des formations sur les techniques de communication non violente et sensible aux tensions sociales.



Carte 12 : Association des Femmes pour les Initiatives de Paix (AFIP) : Siège et zones d'intervention

Besoins en renforcement des capacités

La collecte des données a permis aux OSC d'exprimer leurs besoins en termes de formation et d'appui technique, d'appui financier, d'appui matériel et de mise en réseau. Les besoins exprimés et l'examen du profil des OSC ont conduit à une structuration des besoins en renforcement des capacités tels que présentés dans le tableau ci-après.

Besoins en renforcement des capacités des OSC	
Formation et appui technique	<p><u>Au plan substantif</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - RSS et DDR ; - Activités de paix et de cohésion sociale (prévention des conflits, résolution de conflit, médiation, etc.); - La gestion des conflits et le leadership communautaire - Droits de l'homme ; <p><u>Au plan du développement organisationnel, de la gestion administrative et financière</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Montage de projet et mobilisation des ressources; - Plaidoyer et participation citoyenne ; - Recherche et capitalisation des actions - Suivi-évaluation - Communication (présence sur les réseaux sociaux, gestion des sites web)

Besoins en renforcement des capacités des OSC	
	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion de ressources humaines (identification de besoins en RH, motivation et rétention du personnel, leadership, gestion d'équipe et résolution de conflit) - Informatique – bureautique, logiciels de gestion - Rédaction des rapports (documentation) - Planification stratégique - Gestion administrative et financière - Gouvernance
Appui financier	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les projets, plan d'action - Acquérir du matériel - Renforcer les capacités opérationnelles de l'organisation
Appui matériel	<ul style="list-style-type: none"> - Matériel informatique (Ordinateurs, Imprimantes, Photocopieuses, projecteurs, imprimantes, appareils photos numérique, disque dure externe) - Mobilier de bureau : tables de bureau, armoire de dossier, chaises visiteurs - Équipement de communication; - Moyens de déplacement - Site internet - Construire un siège
Réseautage	<ul style="list-style-type: none"> - avec les bailleurs de fonds - avec les ONG internationales

Tableau 2 : Besoins en renforcement des capacités des OSC

De grands manquements ont été constatés sur la vie institutionnelle des OSC, même des plus performantes, notamment dans la tenue des rencontres institutionnelles statutaires et le renouvellement des instances, conduisant à une gestion souvent centrée sur une personne. Il est aussi ressorti de l'étude que les OSC ont souvent à leur tête le/la même responsable, dans certains cas pendant des décennies. A ces constats s'ajoute celui des tensions internes au sein de certaines organisations, les faitières notamment (CAFO, CNJ-Mali, etc.), ce qui justifie un besoin de formation sur la gestion des OSC, notamment en ce qui concerne le travail d'équipe (teambuilding) et la résolution des crises internes aux OSC.

De façon spécifique, les besoins, les besoins diffèrent entre les organisations qui montrent une grande performance et celles moins performantes.

Pour les organisations montrant une certaine performance telles que le l'AJCAD, Think Peace, IMRAP, WiLDAF, APPF-Mali, le CNJ-Mali, l'Association Démocratie101, l'UAVES, le CapDH, le CPHDA, le WANEP MALI, l'AFIP, le principal besoin est la formation et la rétention de ressources humaines de qualité. Elles pourraient être appuyées dans la mise en place de vivier comme les ONG Internationales et les OIG. Aussi, elles ont besoin de renforcement sur

la gouvernance institutionnelle car nonobstant la taille de l'organisation, ces OSC reposent pour leur direction et leur efficacité opérationnelle sur une même personne, alors même qu'il n'existe pas dans la plupart des cas de plan de carrière pour assurer la relève en conséquence.

Pour les organisations à moyenne et faible performance, il y a un besoin de renforcement organisationnel et parfois un cadrage du fait de la trop grande dispersion. En effet, elles sont nombreuses à ne pas avoir des outils de gestion financière (absence de compte bancaire, manque de manuel de gestion administrative et financière). Aussi, la planification stratégique et la gestion de projet posent également de soucis à certaines organisations. Etant peu professionnalisées et démontrant d'une grande confusion entre le statut de membre et d'employé, celles-ci ont donc besoin de capacitation sur la gestion financière des OSC et le développement des outils de planification, de gestion de projet et de capitalisation de leurs actions.

Du fait de leur dispersion et de l'intervention par opportunisme dans le secteur de la sécurité, certaines organisations devraient être formées sur les thématiques de base de la gouvernance du secteur de la sécurité, les activités de paix et de cohésion sociale, et les droits de l'homme.

CONCLUSION

La cartographie des OSC du secteur de la gouvernance sécuritaire au Mali a permis d'identifier 108 organisations actives¹³. Elles sont pour la majorité implantées à Bamako (59%) mais se projettent sur l'ensemble du territoire par leurs interventions.

Il ressort également de l'étude une grande diversité des OSC en termes de niveau d'implication dans la gouvernance du secteur de la sécurité et de la taille de ces organisations. Ainsi, 77% des OSC analysées n'ont pas pour mission première de contribuer à l'amélioration du secteur de la sécurité. De nombreuses OSC s'y sont engagées par opportunisme dans le contexte de crise sécuritaire que vit le pays. C'est ainsi que les OSC et plateformes d'OSC bâties autour des problématiques de promotion et de protection des droits des femmes et de la participation des jeunes ont étendu leurs actions en direction du secteur de la sécurité.

Les différences de niveau d'implication et de taille des OSC ont conduit à une classification des OSC en six catégories, allant des plus impliquées et plus grande¹⁴ (A,1) aux moins impliquées et de petite taille¹⁵ (C,3).

En ce qui concerne le genre, l'étude de cartographie a permis de relever une présence très actives de jeunes et de femmes, notamment à travers des OSC créées par et dédiées à ces deux catégories. Cependant, la majorité des OSC du secteur de la gouvernance au Mali sont dirigées par des hommes (62,7%) contre 37,3% pour les femmes.

L'analyse des besoins en renforcement des capacités a révélé des besoins en lien avec la formation et l'appui technique, l'appui financier, l'appui matériel et la mise en réseau. Les besoins en formation portent aussi bien sur les questions substantives relatives à la

¹³ Il ne s'est pas agi d'un recensement exhaustif de toutes les OSC impliquées dans la gouvernance du secteur de la sécurité.

¹⁴ Chiffre d'affaires annuel égal ou supérieur à 500 million de FCFA.

¹⁵ Chiffre d'affaires annuel inférieur à 100 million de FCFA.

gouvernance du secteur de la sécurité (RSS, DDR, Droits de l'Homme, prévention et gestion des conflits) que sur les éléments de gouvernance interne, de développement organisationnel et de gestion administrative et financière (montage et gestion de projet, plaidoyer et participation citoyenne, suivi-évaluation et capitalisation des actions, gestion des ressources humaines et renforcement de la communication).

Principales recommandations

Les principales recommandations issues de ce travail de recherche sont formulées ci-après :

A l'endroit de l'Etat:

1. Tenir à jour un fichier national des OSC afin de permettre une meilleure visibilité et un meilleur accès aux PTF qui veulent intervenir sur tout ou partie du territoire¹⁶ ;
2. Mettre en place un cadre d'échange et de concertation avec les OSC actives dans la gouvernance du secteur de la sécurité afin de renforcer l'appropriation nationale et locale des initiatives gouvernementales en la matière ;
3. Apporter appui et reconnaissance aux OSC qui sont actives sur le terrain et soumettent annuellement les rapports d'activités tels que l'exige la réglementation ;
4. Renforcer la sécurité afin de créer un environnement de travail sûr pour les OSC, en améliorant la coordination civilo-militaire;
5. Elaborer des plans et directives claires pour orienter les interventions des PTFs et encadrer les conditions de travail avec les OSC, dans une perspective de cohérence et de renforcement de l'efficacité des OSC ;
6. Alléger certaines restrictions liées à l'accès aux financements internationaux par les OSC ;
7. Procéder à une relecture de la loi de 2005 sur les associations et un assainissement de l'environnement associatif au Mali ;

A l'endroit des OSC :

8. Renforcer leur professionnalisation en clarifiant la différence entre la qualité de membre et d'employé¹⁷ ;
9. Renforcer leurs capacités sur les aspects de gouvernance, de gestion administrative et financière, de gestion des ressources humaines, de gestion de projet, de communication, etc., en plus des formations substantives sur les questions de gouvernance sécuritaire ;
10. Renforcer une approche endogène de la formulation des projets et programmes afin de répondre aux besoins réels et spécifiques des communautés ;
11. Informer régulièrement les agents de l'Etat, y compris les FDS sur leurs activités afin d'obtenir un meilleur soutien et de réaliser une coordination civilo-militaire plus efficace.

A l'endroit des partenaires techniques et financiers :

¹⁶ Le ministère en charge de l'administration territoriale tien un fichier des associations ayant signé un accord-cadre avec l'Etat. Il ne s'agit donc pas d'un fichier exhaustif et la version disponible date du 31 décembre 2013.

¹⁷ C'est par exemple le cas des grandes faïtières comme la CAFO, le CNJ-Mali, la CONASCIPAL, etc. qui pourraient être pourvoyeurs de plus d'une centaine d'emplois chacune tout en renforçant leurs performances.

12. Accroître les initiatives qui visent directement les organisations locales tout en accompagnant la professionnalisation de celles d'entre elles qui démontrent un bon potentiel. Cette approche garantit un meilleur impact et une pérennité accrue des interventions;
13. Appuyer les faïtières des OSC pour une meilleure connaissance de leurs rôles, notamment en termes de qualité de services au profit des OSC de base qui sont membres des dites faïtières;
14. Financer également les activités structurelles des OSC afin d'améliorer leur professionnalisme et leur capacité d'action ;
15. Renforcer les initiatives de formation des OSC actives dans la gouvernance du secteur de la sécurité, aussi bien en ce qui concerne les thématiques substantives que le développement de compétences de gestion de projet, de communication, plaidoyer et gestion interne ;
16. Soutenir les actions de concertation entre les agents publics en charge des questions de sécurité (FDS, autorités administratives, ministère de la justice, assemblée nationale, etc.) et les OSC, aussi bien au niveau national que local ;

A l'endroit de tous les acteurs

17. Mettre en place (ou dynamiser) un mécanisme tripartite (Etat - PTF et OSC) de concertation et de Coopération pour plus de transparence et d'efficacité de l'action des OSC de la gouvernance sécuritaire;
18. Favoriser la mise en place d'un mécanisme permanent de cartographie et de mise à jours des OSC pour limiter les sollicitations multiples ;
19. Promouvoir et encourager une meilleure coordination entre les OSC de différents pays dans la zone des trois frontières au Liptako-Gourma ;
20. Envisager une harmonisation des cadres juridiques applicables aux OSC dans l'espace CEDEAO ;
21. Renforcer les capacités des agents de l'Etat chargé du contrôle et de l'accompagnement des OSC pour un meilleur encadrement de ces dernières et pour une meilleure coordination avec ces acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Peace Direct, Peace Insights, <https://www.peaceinsight.org/conflicts/mali/>

WACSI, West Africa Civil Society E-Directory, <http://csowestafrica.org/en-US/Home?country=Mali>

OCHA, Mali: Qui Fait Quoi Où (3W) Présence opérationnelle des acteurs humanitaires, novembre 2019 https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/MLI_VIZ_3W-Communes_20191130_vf--PDF.pdf

Mallet, A. « *Etat des lieux des organisations de la société civile au Mali : dynamique, défis et champs d'implications* » dans *Pouvoir Politique – Société Civile : Complémentarité, subsidiarité ou tremplin?*, Rapport final de Conférence, WAGNER, C. & BERTHE, Y., Konrad Adenauer Stiftung, 2017, https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=5197b2c8-baf3-a463-7dfb-cd41b2659c02&groupId=252038

LA CONSTITUTION DU MALI, **DECRET N° 92-0731 P-CTSP PORTANT PROMULGATION DE LA CONSTITUTION** <http://assemblee-nationale.ml/constitution-du-mali/>

Loi n° 04 – 038 / du 5 août 2004 Relative aux associations
http://mail.cnom.sante.gov.ml/index.php?option=com_content&task=view&id=483&Itemid=87

DECRET N° 05- 223__/P- RM DU 11 MAI 2005 FIXANT LES MODALITES D'INTERVENTIONS DE CONTROLE ET DE SANCTION DES ASSOCIATIONS SIGNATAIRES D'ACCORD- CADRE AVEC L'ETAT. <https://ongjobs.org/wp-content/uploads/2019/09/MODALITES-D%E2%80%99INTERVENTIONS-DE-CONTROLE-ET-DE-SANCTION-DES-ASSOCIATIONS-SIGNATAIRES-D%E2%80%99ACCORD-CADRE-AVEC-L%E2%80%99ETAT..pdf>

Répertoire annuel des ONG/Associations signataires d'accord – cadre avec l'Etat au 31 décembre 2013
http://www.matcl.gov.ml/sites/default/files/public/REPertoire_ONG_2013.pdf

SALL, A. « *Les organisations de la société civile au Mali : acquis, défis et perspectives, communication à l'occasion du Forum Multi-Acteurs sur la Gouvernance au Mali* », Séance 6 : « *Les OSC et le renforcement de la démocratie au Mali : faire-valoirs, substituts ou contre-pouvoirs ?* », 13 janvier 2011, https://base.afrique-gouvernance.net/docs/pr_sentation_du_dr_abdoulaye_sall.pdf

Roy, A. *Mali : Instrumentalisation de la « société civile »*, <https://www.cetri.be/Mali-instrumentalisation-de-la?lang=fr>

ANNEXE 1 : CLASSIFICATION DES OSC EN FONCTION DE LEUR NIVEAU D'IMPLICATION DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE ET DE LEUR TAILLE

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI				
Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
A,1	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et ont un chiffre d'affaires annuel ≥ 500 million de FCFA	Association des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie au Mali	AJCAD	1
		Réseau ouest-africain pour l'Edification de la Paix	WANEP MALI	2
		Think Peace Sahel	Think Peace Sahel	3
		Association Malienne Pour La Survie au Sahel	AMSS	4
		Institut Malien de Recherche Action pour la Paix	IMRAP	5
		Association Malienne des DH	AMDH	6
		Coalition Nationale de la Société Civile pour la Paix et la Lutte contre la Prolifération des Armes Légères	CONASCIPAL	7
A,2	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	Centre d'assistance et de promotion des Droits Humains	CapDH	8
		Comité de Restauration et Action Multidimensionnel pour la paix	Cram-Cram Mali	9

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
A,3	OSC qui de par leurs missions et réalisations démontrent que les questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité sont leur axe d'action principal et ont un chiffre d'affaires annuel < 100 million de FCFA	Association des Femmes pour les Initiatives de paix	AFIP	10
		Sahéliennes pour la Gouvernance Légitime, la Paix et l+B11:B23a Sécurité	REPSFECO_MALI	11
		Centre Panafricain Initiative pour le Sahel	CP-IS	12
		Association des Jeunes contre l'Enrôlement dans le Terrorisme	AJCET	13
		Action Concertation Concession et Stabilisation au Sahel	ACCS Sahel	14
		Sahéliennes pour la Gouvernance Légitime, la Paix et la Sécurité	SAGOLEPS	15
		Association Démocratie101	D101	16
		Institut de Recherche et d'Analyse pour la Transformation du Conflit au Sahel	TIRAC-SAHEL	17
		Mouvement National des Femmes pour la sauvegarde de la Paix et de l'Unité Nationale	MNFPUN	18
		Association de jeunes Touarèg et sympathisant pour la paix	AJTS	19
		Consortium Action Droits Humains	CADH	20
		Collectif des Jeunes Acteurs pour la Paix et la Réconciliation Nationale		21
		Association des Chefs Traditionnels et Coutumiers pour la Paix et le Développement de la Région de Gao		22
		Association Pacific 2000		23
		Regroupement des jeunes pour les droits humains et la gouvernance	RJDHG-Mali	24
Réseau d'Action de la Société Civile pour la Lutte contre les Armes Légères en Afrique de l'Ouest	RASALO	25		
B,1	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions	Centre pour la Promotion des Droits l'Homme et du Développement en Afrique	CPHDA	26

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
	et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel ≥ 500 million de FCFA			27
		Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA-Mali)	ARGA-MALI	
		Organisation pour un Développement Intégré au Sahel	ODI Sahel	28
		Association pour la Protection et la Promotion de la Famille	APPF- Mali	29
B,2	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	Conseil National de la Jeunesse du Mali	CNJ-Mali	30
		TRIBUNE JEUNES POUR LE DROIT AU MALI	TRIJEUD-MALI	31
		Women in Law and Development in Africa Femmes, Droit et Développement (WiLDAF-Mali)	WiLDAF/FeDDAF MALI	32
		ONG GROUPE GOURMA	A2G	33
B,3	OSC dont la gouvernance sécuritaire fait partie des missions et des réalisations, sans en constituer l'axe principal et qui ont un chiffre d'affaires annuel < 100 million de FCFA	Union des Associations et Coordinations d'Association pour le Développement et la Défense des Droits des Démunis	UCADDDD	34
		Association pour l'Union et la Cohésion des Jeunes de Ménaka	AUCJM	35
		Réseau National pour l'Eveil Démocratique et Patriotique	RENEDEP	36
		Consortium Actions Droits Humains	CADH	37
		Mouvement National des Femmes pour la Sauvegarde de la Paix et l'Unité	M N F S P U	38
		Fédération Nationale Des Collectifs D'Organisations Féminines Du Mali	FENACOF	39
		Coordination des Associations et O.N.G. Féminines du Mali	CAFO	40
		Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali	FENACOF	41
		MOUVEMENT JEUNE ACTION PLUS	MJAP	42
		Association Femme Leadership et Développement Durable	AFLED	43
		Association pour la promotion de la jeunesse et du leadership-Mali	70 24 96 41	44

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
		Association Musow Démé Ton	A.M.D.T	45
		Jeune Chambre Internationale Bamako Elite	JCI BKO Elite	46
		Mouvement de la paix(Paix et cohésion sociale) Menaka		47
		Association des Predicateurs pour la préservation de l'unité et de la paix sociale	APPUPS	48
		La coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali	COCEM	49
		Réseau National pour le Développement des Jeunes Filles et Femmes du Mali	RENADJEF	50
		Réseau des Jeunes Femmes Leaders des Partis Politique et des Organisations de la Société Civile	REJEFPO	51
		la Coordinations des chefs de Quartiers du district de Bamako	Bamako	52
		Association Clinique Juridique DEME-SO	Association DEME-SO	53
C,1	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel ≥ 500 million de FCFA	Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel	AMPRODE/SAHEL	54
		Association Subaahi Gumo	ASG	55
		Groupe de Recherches et d'Applications Techniques	GRAT	56
		Association Wulaba Sahel ' Les Ecosystèmes du Sahel »	AWS	57
		Groupe Action recherche pour le Développement Local	GARDL	58
		ONG Nouveaux Horizons	NOHO	59
		Union pour un Avenir Ecologique et Solidaire	UAVES	60
		ONG TASSAGHT	TASSAGHT	61
		Carrefour Développement	CARD	62
		Initiative Malienne d'Appui au Développement Local	IMADEL	63

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
C,2	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel d'un montant variant entre 100 million et 500 million de FCFA	ACTION POUR LA FORMATION ET L'AUTOPROMOTION RURALE	AFAR	64
C,3	OSC qui évoluent sur d'autres thématiques clés et qui par opportunisme ou en raison de l'impact du contexte sécuritaire initient des actions dans le domaine sécuritaire, souvent de résilience communautaire. Chiffre d'affaires annuel < 100 million de FCFA	Association des jeunes pour Assainissement de l'Environnement , la Citoyenneté et la Protections des Enfants	PINNAL	65
		Organisation pour la Réflexion, la Formation et l'Education à la Démocratie et au Développement	ORFED	66
		Elite West Africa	EWA	67
		SankoréLabs	SankoréLabs	68
		Comite des jeunes de Hammabangou		69
		La case des jeunes filles Ménaka	CJF	70
		Association Arkawal Menaka	AAM	71
		ASSOCIATION DES FRERES UNIS POUR LE DEVELOPPEMENT LOCAL	AFUDL	72
		Association Communautaire Pour La Facilitation Et La Promotion De L'Acces Aux Services Sociaux De Base	ACFPASS	73
		Association pour un Développement Durable	ADED	74
		Association d'Appui aux Actions de Développement Rural	AD	75

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
		Association des Jeunes Soleils pour le Développement de la Commune IV	AJSDC IV	76
		Association des Femmes Veuves de la Plateforme dans la Commune de Ménaka	AFVPCM	77
		ASSOCIATION ALHER « LA PAIX »	SAP	78
		JEUNESS'ART		79
		Coordination des Jeunes Catholiques de l'Archidiocèse de Bamako	CJCAB	80
		ONG -TAOUSSA DE BOUREM	ONG -TAOUSSA DE BOUREM	81
		Cabinet Initiative pour le Développement de Ménaka	CIDM	82
		Groupe de Réflexion et d'Actions Patriotiques pour le Développement Local	GRAPADEL	83
		Collectif des Femmes du Mali	COFEM	84
		Association Ma Commune & Moi	ACM	85
		Association des Jeunes Chrétiens Evangéliques au Mali	AJCEM	86
		Réseau des Communicateurs traditionnels pour le développement	RECOTRADE	87
		Association de rassemblement des jeunes pour le développement et le sport	ARJDS Mali	88
		L'Association des secouristes Volontaires du Mali	Les Secouristes	89
		ONG KANUYA	KANUYA	90
		Groupe Gourma	Groupe Gourma	91
		Association de Solidarité des Femmes et Enfants Démunis	ASFED	92
		Sahel Etudes Actions pour le Développement	SEAD	93
		Recherche, d'Étude, de Formation Femme-Action	GREFFA	94
		Stop Sahel	Stop Sahel	95
		Association des Jeunes Imouchagh et Kalassouk	AJIKRT	96
		Association Hinarey Menaka		97
		Union de la Jeunesse Alansar de Tombouctou pour le Développement de son Terroir	U.J.A.T.D.T	98

CARTOGRAPHIE DES OSC ACTIVES DANS LA GOUVERNANCE SECURITAIRE AU MALI

Catégorie	Description	OSC de la catégorie		
		Allô gouvernance	ALGO	99
		Association KELENYA TON de Menaka		100
		Association Anmataf de jeunes d'Essakane	ANMATAF	101
			CAPRECIS-JEUNES	102
		Réseau Médias et Droits de l'Homme	RMDH	103
		Association des Parents des Victimes du Conflit Ménaka		104
		Association des Victimes de la Rébellion Ménaka		105
		Association des Veuves de Ménaka Ménaka		106
		OPEN-Mali		107
		Association Efes	EFES	108

ANNEXE 2 : LISTE DES OSC RECENSEES PAR LE MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS ET LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE¹⁸

A. Autorités coutumières Familles fondatrices de Bamako

01	NIARE
02	TOURE
03	DRAVE
04	Coordinateur des chefs de quartiers du District de Bamako
05	Coordination des chefs de quartier de la Commune I
06	Coordination des chefs de quartier de la Commune II
07	Coordination des chefs de quartier de la Commune III
08	Coordination des chefs de quartier de la Commune IV
09	Coordination des chefs de quartier de la Commune V
10	Coordination des chefs de quartier de la Commune VI

B. Confession religieuses :

01	Haut Conseil Islamique du Mali
02	Eglise Catholique
03	Association Groupement d'Eglise et Mission Protestantes Evangéliques du Mali

C. Syndicats et Secteur Privé :

01	Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM)
02	Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali(CSTM)
03	Confédération Malienne des Travailleurs (CMT)
04	Centrale Démocratique des Travailleurs du Mali (CDTM)
05	Conseil National du Patronat
06	Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
07	APCAM
08	Chambre de Métiers
09	OPI

D. La Presse :

01	Maison de la presse
02	URTEL
03	ASSEP
04	Appel Mali
05	UNAJOM

¹⁸ Ce ministère n'a pas été reconduit dans le cadre de la transition politique que traverse le Mali.

E. Associations, réseaux et groupement :

01	Conseil National de la Société Civile (CNSC)
02	Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC)
03	Coordination des Associations et Organisations Féminines
04	FENACOF
05	Réseau des Femmes Anciens Ministres et Parlementaires
06	Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ)
07	Collectif des Anciens du CNJ-Mali
08	Organisation des Jeunes Patrons OJEP
09	UJMA
10	RECOTRADE
11	Fédération Nationale des Personnes Handicapées
12	Fédération Nationale des Associations pour la Décentralisation et le Développement des Collectivités Territoriales (FNADCT)
13	Association des Personnes de Petite Taille
14	Conseil National des Agées
15	CCS/PURN
16	Association des Pionniers du Mali(APM)
17	RENAJEM
18	Réseau des Consommateurs du Mali (REDECOMA)
19	Réseau Plaidoyer Lobbying
20	CAFO
21	CRI 2002
22	REJEPO
23	Mali Prospective 2050
24	CSDM
25	HCME
26	Fédération Nationale des Artisans du Mali
27	Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire
28	Association des Municipalités du Mali
29	Association des Chasseurs du Mali
30	Fédération des Artistes du Mali FEMMA
31	AJEM
32	AFLED
33	Collectif des Marchés du District de Bamako
34	Coordination des commerçants Détaillants
35	Groupement des Commerçants du Mali
36	Trop c'est Trop
37	Union National des Femmes Musulmanes (UNAFEM)
38	Plateforme des Femmes des Communautés Culturelles du Mali
39	SYNACODEM
40	Ange Mali
41	Conseil National des Femmes des Communautés culturelles du Mali
42	ADOS A 1960
43	CDR Collectif Défense pour la République
44	ANTE ABANA
45	Malien tout court
46	Jeune chambre économique
47	Réseau WASA
48	AJCAD/MALI
49	MOUVEVENT MALI DEN
50	Collectif des jeunes maliens pour l'action sociale

51	Réseau national pour l'éveil démocratique et Patriotique
52	Association des Maitres coraniques du District de Bamako (AMEC-D BKO)
53	Association Mali 2030 jeunesse et Développement
54	Association des Veuves des Militaires tombés sur le champ de l'honneur
55	Fédération Nationale des Associations des Commerçants détaillants et contribuables du Mali
56	Groupe de Réflexions et d'action sur la Démocratie, les Droits Humains et les Elections (GRADDHE)
57	Association « Réseau d'Interprofession des acteurs de la Filière du Sésame au Mali »
58	Collectif des femmes du Mali (COFEM)
59	Mouvement National des Jeunes pour la Culture de l'Excellence au Mali
60	Convention des Jeunes pour le Développement (CONJEDEV)
61	Mobilisation citoyenne des jeunes (MCJ)

ANNEXE 3 : IDENTIFICATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) IMPLIQUÉES DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU MALI

Le Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (Cidoc) met en œuvre de son projet de « capitalisation et de partage d'expérience et de bonne pratique entre les organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité » avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED).

C'est dans ce cadre que le Cidoc a commandité une étude qui se déroule dans les trois pays du Liptako-Gourma (Burkina-Faso, Mali, Niger), et vise d'une part à faire une cartographie des OSC qui travaillent sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité, puis à évaluer leurs capacités dans une perspective de renforcement.

Le présent formulaire vise à identifier les OSC cibles au Mali.

Nous vous remercions pour votre contribution. Les informations reçues seront traitées de façon **strictement confidentielle** dans le **strict anonymat**.

Votre opinion est précieuse pour les résultats de cette étude et le renforcement de la participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité.

Pour toute question relative à cette étude au Mali, vous pouvez contacter :

- Paterne Aimé PETIPE paterneapetipe@gmail.com +223 83 11 70 34
- Boris Ghislain KABRE kabregb@yahoo.fr +223 62 86 65 76

Merci de leur retourner le formulaire renseigné.

N°	Organisations de la société civile malienne qui travaillent sur la gouvernance sécuritaire (*voir description ci-dessous)	Quelques détails sur leurs activités leurs réalisations	Noms des responsables de ces organisations	Contacts et adresses – Téléphone, email
1				
2				
3				
4				
5				

*** Il s'agit d'organisations de la société civile maliennes qui travaillent sur les questions sécuritaires suivantes :**

- Contrôler l'action des acteurs publics et privés du domaine de la sécurité ;
- Faciliter et améliorer l'accès des populations à la sécurité ;
- Améliorer la qualité et l'accessibilité de l'administration judiciaire, carcérale et pénitentiaire
- Faire de la sensibilisation, des formations ou du plaidoyer pour relever le niveau de participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité ;
- Faire du monitoring, des études et des évaluations des politiques publiques, programmes et projets relevant du secteur de la sécurité, notamment des questions de violation des droits humains ;
- Renforcer les capacités des composantes spécifiques du secteur de la sécurité, telles que la défense, la police, la sécurité et la gestion des frontières, le système judiciaire, etc.

ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE DE PROFILAGE DES OSC IMPLIQUEES DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SECURITE AU MALI

Le Centre d'Information et de Documentation Citoyennes (Cidoc) met en œuvre de son projet de « capitalisation et de partage d'expérience et de bonne pratique entre les organisations de la société civile de l'espace G5-Sahel (Burkina-Faso, Mali, Niger) en matière de participation citoyenne dans la gouvernance du secteur de la sécurité » avec l'appui financier du National Endowment for Democracy (NED).

C'est dans ce cadre que le Cidoc a commandité une étude qui se déroule dans les trois pays du Liptako-Gourma (Burkina-Faso, Mali, Niger), et vise d'une part à faire une cartographie des OSC qui travaillent sur les questions de participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité, puis à évaluer leurs capacités dans une perspective de renforcement.

Le présent formulaire vise à établir le profil des OSC cibles au Mali, dans une perspective d'identification des besoins en renforcement des capacités.

Nous vous remercions pour votre contribution. Les informations reçues seront traitées de façon **strictement confidentielle** dans le **strict anonymat**.

Votre opinion est précieuse pour les résultats de cette étude et le renforcement de la participation citoyenne à la gouvernance du secteur de la sécurité.

Pour toute question relative à cette étude au Mali, vous pouvez contacter :

- Paterne Aimé PETIPE paterneapetipe@gmail.com +223 83 11 70 34
- Boris Ghislain KABRE kabregb@yahoo.fr +223 62 86 65 76

Merci de leur retourner le formulaire renseigné.

1. Identification de l'organisation

Dénomination:.....

Sigle :.....

Date de création :.....

Adresse du siège :.....

Téléphone :

Email :

2. Votre organisation est-elle formellement enregistrée ?

- a) Oui Numéro de récépissé
- b) Non, mais le dossier a déjà été soumis et nous attendons le récépissé
- c) Non

3. Zone d'intervention

- Nationale.....
- Régionale.....Préciser.....
- Cercle..........Préciser.....
- Communale..........Préciser.....
- VSQ..........Préciser.....

4. Quelle est la mission principale de votre organisation ?

.....

.....

.....

.....

5. Quel(s) objectif(s) poursuivez-vous en matière de gouvernance du secteur de la sécurité ?

- a) Améliorer la qualité des politiques publiques en lien avec la sécurité.....
- b) Contribuer au renforcement de l'Etat de droit et de la protection des droits de l'homme
- c) Faciliter et améliorer l'accès des citoyens à la sécurité.....
- d) Faciliter et améliorer l'accès des citoyens à la justice
- e) Améliorer la participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité...
- f) Promouvoir une approche basée sur le genre dans le secteur de la sécurité
- g) Contribuer au renforcement de l'efficacité des forces de défense et de sécurité
- h) Contribuer au renforcement de l'efficacité du système judiciaire et carcéral
- i) Autres

6. Quelles sont les principales activités de votre organisation en matière de gouvernance du secteur de la sécurité ?

- a) Dialogue et plaidoyer.....
- b) Formation et assistance technique
- c) Promotion et sensibilisation.....
- d) Monitoring, suivi des incidents sécuritaires, des Violations de DH et veille citoyenne.....
- e) Contrôle de l'action des acteurs publics et privés du domaine de la sécurité..
- f) Appui logistique et financier.....

- g) Assistance judiciaire.....
- h) Etude et recherche.....
- i) Autres :

7. Gouvernance et gestion

Dénomination de l'organe dirigeant

Nom, prénom du premier responsable.....

Sexe du premier responsable

- a) Homme
- b) Femme

Poste/titre du premier responsable.....

Principales qualifications du premier responsable

- a)
- b)
- c)

Nombre d'années d'expérience

- < 5 ans ; < 10 ans; < 15 ans ; ≥ 20 ans

Tél : Email :

Autres postes clés :

- a)
- b)
- c)

Nombre de personnel

- a) Total :H :F :
- b) A temps plein : H :F :
- c) A temps partiel, stagiaires, volontaires, bénévoles : ... H :F :

Nombre de membres

- a) Total :H :F :

Dispose de statuts et règlement intérieur :.....Oui Non

Dispose de manuel de procédures administratives et financières :..... Oui Non

Dispose de compte bancaire: Oui Non

Fréquence de réunion des membres

- a) Au moins deux fois par an
- b) Une fois par an
- c) Un fois tous les deux ans

d) Date/période de la dernière réunion ?

Fréquences de réunion des dirigeants

- a) Au moins une fois par mois
- b) Une fois par trimestre
- c) Un fois tous les six mois
- d) Date/période de la dernière réunion ?

Dispose de plans stratégique/d'actions.....Oui Non

Dispose de rapports financiers et d'activités.....Oui Non

Dispose de bureaux:.....Oui Non

Si oui, combien et où :.....

Volume d'activités / chiffre d'affaires annuel FCFA : <10 million ; < 50 million; < 100 million ; < 500 million ; ≥ 500 million

8. Ressources humaines

Expertise disponible

- a)
- b)
- c)

Faites-vous souvent appel à l'expertise extérieure ? Oui Non

Si oui quels profils :

- a)
- b)
- c)

9. Quelles sont les principales réalisations de votre organisation dans le cadre du secteur de la sécurité?

- a)
- b)
- c)

10. Quelles sont les principales forces de votre organisation ?

- a)
- b)
- c)

11. Réseaux et partenaires

	Réseaux/Partenaire	Domaine de collaboration
Autorités nationales		
Autorités locales		
OSC Malienne		
ONG, PTF internationaux		

12. Quelles sont les défis majeurs de votre organisation ?

- a)
- b)
- c)

13. Quelle forme d'appui serait utile pour votre organisation ?

Appui technique ? **Oui** **Non**

- a) Formulation des projets
- b) Sui et évaluation
- c) Rédaction de rapports
- d) Planification
- e) Recherche
- f) Autres

Appui matériel ? **Oui** **Non**

Le(s)qule(s).....

.....

Appui financier? **Oui** **Non**

Pourquoi faire ?.....

.....

Appui en formation

..... **Oui** **Non**

Dans quel domaine ?

.....

Appui pour la mise en réseau **Oui** **Non**

Comment ?.....

.....

ANNEXE 5 : BASE DE DONNEES DE LA CATOGRAPHIE ET MATRICE D'EVALUATION



Microsoft Excel
97-2003 Worksheet